





# Tunisie Bulletin de Conjoncture Economique

Réformer les subventions énergétiques pour  
une économie durable

Printemps 2023



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale  
1818 H Street NW  
Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

#### **Droits et autorisations**

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Photos de couverture utilisées avec la permission de ProximaStudio/Shutterstock.com (haut), Anton Watman/Shutterstock.com (centre gauche), Bermix Studio/Shutterstock.com (centre droit), et Nguyen Quang Ngoc Tonkin/Shutterstock.com (bas)

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements . . . . .	v
Liste des Abréviations et Acronymes . . . . .	vii
Résumé Analytique . . . . .	ix
Executive Summary . . . . .	xiii
ملخص تنفيذي . . . . .	xvii
<b>Partie A: Développements économiques récents . . . . .</b>	<b>1</b>
1. La reprise économique modérée continue de ralentir . . . . .	1
2. La hausse des prix mondiaux a entraîné un creusement du déficit de la balance courante en 2022. . . . .	3
3. Les financements extérieurs sont de plus en plus difficiles à trouver, ce qui a entraîné des pénuries de produits de base. . . . .	5
4. L'inflation a atteint des niveaux records poussant la Banque centrale à intervenir . . . . .	7
5. Le déficit budgétaire demeure élevé sous la pression des subventions . . . . .	8
6. La dette publique augmente à un niveau qui est devenu difficile à financer . . . . .	9
7. Les perspectives de croissance restent incertaines . . . . .	10
<b>Partie B : Réforme des subventions énergétiques pour une économie durable. . . . .</b>	<b>15</b>

## Liste des figures

Figure 1	La reprise économique en dents de scie de la Tunisie . . . . .	2
Figure 2	La Tunisie connaît l'une des reprises économiques les plus faibles de la région. . . . .	2
Figure 3	La croissance du PIB a été molle en 2022 . . . . .	3
Figure 4	Le chômage revient aux niveaux d'avant la crise avec une diminution du taux d'activité. . . . .	3
Figure 5	La détérioration du déficit commercial est principalement due à l'augmentation des prix des produits énergétiques et agricoles sur les marchés internationaux. . . . .	4
Figure 6	La bonne performance du secteur offshore a permis de limiter le déficit commercial . . . . .	4
Figure 7	Le déficit croissant du compte courant de la Tunisie est dû au déficit commercial. . . . .	6
Figure 8	Les IDE et les investissements de portefeuille ne sont pas en mesure de couvrir les besoins croissants en financements extérieurs . . . . .	6
Figure 9	L'augmentation des besoins en financements extérieurs n'a été associée à une baisse des réserves de change qu'au second semestre 2022 . . . . .	7
Figure 10	Intensité de la recherche sur google du mot «pénurie» [échelle 0-100], moyenne mobile trimestrielle . . . . .	7
Figure 11	Le dinar s'est légèrement déprécié par rapport au dollar US, mais moins que d'autres pays de la région . . . . .	7
Figure 12	L'inflation a augmenté en Tunisie comme dans les autres pays de la région . . . . .	8
Figure 13	Malgré les hausses de taux d'intérêt, les taux réels restent négatifs comme dans la plupart de la région et des pays à revenu élevé . . . . .	8
Figure 14	Les subventions sont à l'origine de la récente croissance des dépenses . . . . .	10
Figure 15	Les impôts - en particulier les impôts indirects - ont continué à croître de manière significative . . . . .	10
Figure 16	La dette publique de la Tunisie a augmenté au cours des dernières années, en particulier sa composante intérieure. . . . .	11
Figure 17	L'augmentation du remboursement du principal de la dette ainsi que le paiement des intérêts a fait grimper le fardeau du service de la dette. . . . .	11
Figure 18	Les créances sur Etat augmentent plus vite que les crédits à l'économie. . . . .	11
Figure 19	Les besoins de financement du budget – notamment externe-augmentent encore . . . . .	12
Figure 20	Un lourd profil de remboursement externe pèse sur le financement du budget au T3-T4 2023 . . . . .	12
Figure 21	Evolution des subventions pour les produits énergétiques . . . . .	17
Figure 22	Les subventions énergétiques sont corrélées au prix du pétrole et au taux de change . . . . .	17
Figure 23	La dette grandissante des entreprises publiques qui absorbent les subventions énergétiques. . . . .	17
Figure 24	Le lent développement de la part des énergies renouvelables en Tunisie. . . . .	18
Figure 25	Les subventions aux carburants sont principalement captées par les ménages les plus riches . . . . .	19

## Liste des encadrés

Encadré 1	Les résultats de la dernière enquête sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages . . . . .	3
Encadré 2	Le régime offshore bénéfique en Tunisie. . . . .	5
Encadré 3	Mesures gouvernementales récentes et envisagées pour accélérer la reprise. . . . .	13

## Liste des tables

Table 1	Principaux Indicateurs Macroéconomiques . . . . .	14
---------	---	----

# REMERCIEMENTS

**L**e bulletin de conjoncture économique rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes en Tunisie à la lumière des défis plus larges du développement du pays. Chaque numéro comprend une section sur les développements économiques récents et une discussion sur les perspectives économiques, suivie d'une section spéciale s'appuyant sur les analyses récentes de la Banque mondiale sur la Tunisie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en/sur la Tunisie. Le Bulletin de conjoncture pour la Tunisie est le fruit du travail de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient du pôle d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale.

Ce numéro a été préparé par une équipe dirigée par Massimiliano Cali (Economiste Senior, MTI) et Mohamed Habib Zitouna (Consultant, MTI). L'équipe comprend également: Federica Alfani (Economiste, Pauvreté) et Fatma Marrakchi Charfi (Consultante, MTI); et pour la partie B, Amira Klibi (Spécialiste, Energie), Tu Chi Nguyen (Economiste Senior, Energie),

Ezzedine Khalfallah (consultant, Energie), et Moez Cherif (Economiste Principal, Energie). Ce numéro a été préparé sous la direction de Jesko Hentschel (Directeur pays, MNC01), Eric Le Borgne (Responsable de pôle, MTI), Alexandre Arrobbio (Représentant résident, Tunisie) et Abdoulaye Sy (Economiste Principale, MTI), avec le soutien administratif de Jawhar Abidi (Consultant, MTI).

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des membres du Conseil d'administration de la Banque Mondiale ou des pays qu'ils représentent. Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Tunisie, veuillez visiter le site : <https://www.worldbank.org/en/country/tunisia> (anglais) ou <https://www.albankaldawli.org/ar/country/tunisia> (Arabe).

Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Massimiliano Cali ([mcali@worldbank.org](mailto:mcali@worldbank.org)) ou Eric Le Borgne ([eleborgne@worldbank.org](mailto:eleborgne@worldbank.org)). La date limite pour la prise en compte des données et la préparation des prévisions est le 17 mars 2023.



# LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

---

AFD	Agence Française de Développement	IS	Impôts sur les Sociétés
BCT	banque centrale du Tunisie	kWh	Kilowatt heure
DBC	Déficit de la Balance Courante	MENA	Middle East and North Africa
EBCNV	Enquête Nationale sur le Budget, la Consommation et le Niveau de Vie des ménages	MEDC	Mécanisme Elargi de Crédit
EEP	Etablissement et entreprises publiques	PIB	Produit Interieur Brut
ELMED	Euro-Mediterranean Interconnection Project (ELMED)	PST	Plan Solaire Tunisien
ETAP	Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières	STIR	Société Tunisienne des Industries du Raffinage
FMI	Fonds Monétaire International	STEG	Société Tunisienne d'Electricité et du Gaz
GOT	Gouvernement Tunisien	TEM	Tunisian Economic Monitor
GPL	Gaz de Pétrole Liquéfié	TND	Dinar tunisien
INS	Institut National de la Statistique	TND/bbl	Dinar tunisien par baril
		TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
		UGTT	Union Générale Tunisienne du Travail
		US	United States



# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

## La reprise économique a été lente en 2022

Après un modeste rebond en (4,4 pour cent) qui a suivi la forte contraction de 2020 (-8,8 pour cent), le PIB réel de la Tunisie a augmenté de 2,5 pour cent en 2022. La lenteur dans le rythme de l'implémentation des réformes économiques, la persistance des obstacles réglementaires à la croissance conjugués avec la hausse mondiale des prix des produits de base, a eu des répercussions sur une économie dépendante des importations de l'énergie et des denrées alimentaires. La Tunisie a enregistré un taux de croissance moyen de -0,6 pour cent depuis la pandémie (2019-22), l'une des plus faibles performances économiques de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Le faible rebond s'est traduit par un plus grand taux de sortie du marché du travail, car les demandeurs d'emplois sont de plus en plus découragés par les perspectives d'emploi (le taux de participation au marché du travail est tombé de 47,1 pour cent en 2019 à 46,5 pour cent en 2022). Si le taux de participation des femmes au marché du travail reste plus faible que celui des hommes, les disparités entre les genres sont en train de diminuer lentement en termes de taux de participation et d'emploi.

## La hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires a accru les pressions sur la balance courante

Le choc défavorable sur les termes de l'échange induit par la guerre sur l'Ukraine a porté le déficit commercial de 10,2 pour cent du PIB en 2021 à 15 pour cent en 2022 à son niveau le plus élevé depuis des décennies. La balance énergétique et alimentaire a été responsable respectivement de 69 pour cent de cette augmentation et de 53 pour cent de ce même déficit. Les exportations n'ont pas suivi le rythme de croissance des importations de produits de base. Seules les exportations dans le cadre du régime réglementaire «offshore», plus favorable aux affaires, ont connu une croissance significative en 2022. La meilleure performance du secteur offshore est cohérente avec son régime réglementaire moins contraignant que celui du reste de l'économie, y compris les exemptions de procédures commerciales sur les intrants importés et l'accès sans entrave aux devises étrangères. Le déficit commercial a fait grimper le déficit de la balance courante (DBC) malgré l'accroissement des transferts de fonds des émigrés et des recettes du tourisme.

## **Compte tenu de l'accès limité de la Tunisie aux capitaux étrangers, la hausse du déficit de la balance courante a entraîné une pénurie de certains produits de base importés**

L'accès limité de la Tunisie aux capitaux étrangers, la hausse du DBC ainsi que l'augmentation des remboursements de la dette se sont traduits par une augmentation des besoins de financement exteux-memes de plus en plus difficiles à couvrir. En l'absence de financement alternatif, l'augmentation des besoins de financement extérieur a entraîné une réduction relative des réserves de change au cours du second semestre 2022. La diminution des réserves de change ainsi que la hausse du DBC accompagnées d'une augmentation concomitante de la dette des entreprises publiques ont généré des pénuries des pénuries de produits de base, notamment de carburants, de céréales, de sucre, de produits laitiers, de café et de produits pharmaceutiques. Par ailleurs, l'augmentation des besoins de financement externe et l'appréciation du dollar américain se sont également traduites par une pression accrue sur le dinar.

## **L'inflation augmente en raison de la hausse des prix mondiaux qui pousse les taux d'intérêt à la hausse**

L'inflation est également en hausse, due principalement due à l'augmentation des prix mondiaux, qui ont atteints les niveaux les plus élevés depuis plus de trois décennies. La hausse de l'inflation a poussé la Banque Centrale (BCT) à relever son taux d'intérêt directeur de 175 points de base en 2022. L'efficacité de cette politique dépendra des mesures d'accompagnement visant à poursuivre la stabilisation macroéconomique et à adopter les réformes structurelles nécessaires pour retrouver une trajectoire de croissance durable. Comme les taux d'intérêt réels restent négatifs, cela laisse une marge de manœuvre supplémentaire à la Banque Centrale.

## **La pression sur le budget s'est accrue avec l'augmentation des subventions dans un contexte de hausse des prix mondiaux, et le financement de la dette est devenu plus difficile**

La politique généreuse des subventions à la consommation et la hausse mondiale des prix des produits de base ont exercé une pression sur le déficit budgétaire et les besoins de financement. En particulier, les subventions à l'énergie sont passés de 2,6 à 5,3 pour cent du PIB en 2021-22. Malgré cette augmentation, le déficit budgétaire a légèrement diminué en pourcentage du PIB (de 7,6 pour cent en 2021 à 6,6 pour cent en 2022. L'amélioration du déficit budgétaire est due à l'augmentation soutenue des recettes fiscales —du fait de nouvelles taxes et d'une application plus rigoureuse de la réglementation et à la réduction des dépenses d'investissement en termes réels, ce qui risque d'affecter la croissance future et pour la qualité des services publics. Les déficits budgétaires soutenus de ces dernières années ont porté la dette publique à près de 80 pour cent du PIB en 2022, ce qui a également augmenté le service de la dette. Compte tenu de l'accès limité au financement international, la BCT continue de refinancer le secteur bancaire national afin de permettre l'achat des bons du Trésor. Le recours soutenu au financement domestique pour financer la dette publique continue d'évincer le crédit aux dépens du reste de l'économie.

## **Les perspectives de croissance restent modérées et les risques de baisse sont importants**

La Banque mondiale prévoit une croissance du PIB de 2,3 pour cent en 2023, avec des écarts potentiels importants en fonction de l'évolution des conditions de financement et du rythme de mise en œuvre des réformes structurelles. L'évolution relativement plus favorable des prix des produits de base ainsi que



certaines réformes relatives aux dépenses publiques devraient permettre de réduire le déficit de la balance courante, qui resterait difficile à financer sans réformes. Le gouvernement prévoit un assainissement budgétaire en 2023, principalement en réduisant les subventions énergétiques et la masse salariale en termes réels et en continuant à veiller à augmenter les recettes. Le financement du déficit demeurera un véritable défi pour l'année 2023. L'accord sur un programme au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) avec le FMI ainsi que la mise en œuvre d'un programme de réformes ambitieux permettraient de couvrir les besoins de financement externe. La pression continue sur les prix mondiaux des produits de base et l'incertitude liée au financement extérieur font peser d'importants risques à la baisse sur la croissance de l'économie tunisienne.

### **Réformer le système de subventions énergétiques pourrait aider à réduire les coûts fiscaux, rationaliser les importations, améliorer la viabilité financière des entreprises publiques et stimuler la transition verte**

La flambée des prix mondiaux de l'énergie a placé les subventions énergétiques de la Tunisie sous pression, car la plupart des prix des carburants, de l'électricité, du gaz et du gaz de pétrole liquéfié (GPL) continuent d'être inférieurs aux coûts de recouvrement. Ce système de subventions est devenu de plus en plus coûteux à maintenir pour la Tunisie, compromettant la viabilité macro-fiscale et mettant sous pression le déficit commercial, à un moment où les prix internationaux de l'énergie sont élevés. La subvention a représenté en moyenne 2,1 pour cent du PIB sur la période

2011–21 et a bondi à 5,3 du PIB en 2022. Le système de subvention a également créé d'importants défis financiers pour les entreprises publiques du secteur de l'énergie, la STIR et la STEG, car l'État est de moins en moins en mesure de mobiliser les ressources nécessaires pour couvrir leurs pertes. Ces difficultés financières ont entravé la capacité des entreprises publiques à planifier et à investir pour garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique. En affectant la viabilité financière des STEG et en maintenant les prix de l'énergie artificiellement bas, les subventions nuisent également à la transition verte. La suppression progressive des subventions énergétiques peut contribuer à résoudre la crise macro-fiscale, à améliorer la viabilité financière des entreprises publiques et à stimuler la transition verte. Il est toutefois essentiel d'envisager des mesures de mitigation de l'impact de la réforme sur les ménages les plus vulnérables. Hormis les subventions aux carburants, qui profitent principalement aux ménages les plus riches, les autres subventions énergétiques profitent également aux ménages à plus faibles revenus. Un mix de hausse des tarifs et de distribution des transferts cash pourrait aider à neutraliser les coûts de transition pour les ménages à faibles revenus. En outre, accompagner les réformes des subventions de programmes pour aider les entreprises et les ménages à investir dans l'efficacité énergétique et l'autoproduction peut contribuer à maîtriser la pression inflationniste sur les ménages et les entreprises, et à maintenir la compétitivité des entreprises tout en soutenant la transition verte. La restructuration financière et la modernisation des entreprises publiques seraient des compléments essentiels aux réformes des subventions pour leur permettre de rétablir leur viabilité financière.



# EXECUTIVE SUMMARY

## **The economic recovery has been slowing in 2022**

After the moderate rebound in 2021 (4.4 percent) following a sharp contraction in 2020 (-8.8 percent), Tunisia's economy slowed down with real GDP growing by 2.5 percent in 2022. As the pace of economic reforms has not picked up in 2022, many regulatory barriers to growth have remained in place and the global commodity price rally has taken a toll on an economy reliant on energy and food imports. Tunisia has recorded an average growth rate of -0.6% since the pandemic (2019-22), one of the weakest economic performances in the Middle East and North African (MENA) region. The weak recovery has led to more working-age people to exit the labor market, as they are increasingly discouraged about job prospects (the labor participation rate dropped to 46.5 percent in 2022 from 47.1 percent in 2019). While the labor market participation rate remains low for women relatively to men, gender employment disparities are slowly declining.

## **Higher global energy and food prices increased pressures on the current account**

The adverse terms of trade shock induced by the war on Ukraine have raised the merchandise trade deficit to the highest level in decades. The deficit jumped from 10.2 percent of GDP in 2021 to 15 percent of GDP in 2022.

The energy and food balances account for 69 percent of this increase and for 53 percent of the deficit itself. Exports have not kept up with the strong increase of commodity imports only exports in the more business-friendly regulatory 'offshore' regime grew significantly in 2022. The stronger performance of the offshore sector is consistent with less burdensome regulatory regime than the rest of the economy, including exemptions from burdensome trade procedures on imported inputs and unhindered access to foreign exchange. The trade deficit has pushed up the current account deficit (CAD), from 6.0 percent of GDP in 2021 to 8.5 percent of GDP in 2022, in spite of the resilience of labor remittances and tourism receipts.

## **Given Tunisia's limited access to foreign capital, the rising CAD led to shortages of some basic imported products**

Given Tunisia's limited ability to tap into foreign capital markets, the rising CAD and debt repayments translated into higher external financing needs. Tunisia's constraints in accessing international financing have made it increasingly difficult to secure the funds to cover these needs. In the absence of alternative financing, the rising external financing needs led to some withdrawal of foreign exchange reserves in the second half of 2022. With thinning reserves and increasing SOE debt, the rising CAD has translated into shortages

of basic products, including fuels, cereals, sugar, dairy products, coffee and pharmaceutical products. The increasing external financing needs along with the strength of the US Dollar have also translated into greater pressure on the Dinar.

### **Inflation is rising driven by higher global prices pushing up interest rates**

Inflation is on the rise, propped up mainly by higher global prices, and reaching its highest level in more than three decades. Rising inflation led the Central Bank to raise its key interest rate by a cumulative 175 basis points throughout 2022. The effectiveness of this policy will depend on accompanying measures to pursue macroeconomic stabilization and adopt the structural reforms needed to resume a sustainable growth trajectory. As real interest rates remain negative, the Central Bank remains with maneuvering space.

### **Pressure on the budget increased as subsidies grew amid rising global prices, and financing the debt has become more challenging**

The generous consumer subsidy policy and the global commodity price rally have been putting pressure on the fiscal deficit and financing needs. In particular energy subsidies more than doubled from 2.6 to 5.3 percent of GDP in 2021–22. Despite this increase, the budget deficit slightly declined as a share of GDP (from 7.6 percent in 2021 to 6.6 percent in 2022). This is due to the sustained increase in tax revenues—as a result of new taxes and tighter enforcement—and to the reduction in capital expenditures in real terms, which does not bode well for future growth and for the quality of public services. The sustained budget deficits of the past years have maintained public debt to one of the highest levels in decades (79.3 percent of GDP in 2022), raising also Tunisia's debt service burden. Given the limited access to international financing, the Central Bank (BCT) continues to refinance the domestic banking sector for treasury bond purchases. The sustained use of local funding

to finance public debt continues to crowd out the credit to the rest of the economy.

### **Growth prospects remain subdued with significant downside risks**

The World Bank forecasts a 2.3 percent GDP growth in 2023, with large potential deviations depending on the evolution of financing conditions and structural reforms. The relatively more benign course of commodity prices along with some expenditure reforms are expected to reduce the current account deficit, which would remain difficult to finance without reforms. The government plans a fiscal consolidation in 2023, mainly by reducing energy subsidies and the wage bill in real term and by continuing to increase revenues. Financing the deficit will continue to be challenging. The agreement on extended financial facility (EFF) program with the IMF, along with the implementation of an ambitious reform agenda, would help cover the external financing needs. Continued pressure on global commodity prices and the sustained uncertainty around external financing pose significant downside risks to the Tunisian economy.

### **Reforming energy subsidies would help reduce fiscal and import costs, improve SOEs' financial viability and stimulate the green transition**

The global energy price spike has put Tunisia's energy subsidies in the spotlight as most prices of fuels, electricity, gas and liquefied petroleum gas (LPG) continue to be below cost. This subsidy scheme has become increasingly costly for Tunisia to maintain, undermining macro-fiscal sustainability and the trade deficit, particularly at a time of high international energy prices. The subsidy averaged 2.1 percent of GDP over the period 2011–21 and jumped to 5.3 percent of GDP in 2022. The subsidy system has also created major financial challenges for the state owned energy companies STIR and STEG as the state is increasingly unable to secure the resources to cover their losses. This has impaired the SOEs' ability to plan and invest so as to ensure the security of

energy supply. By disrupting the financial viability of STEG and by keeping energy prices artificially low, subsidies also undermine the green transition. Phasing out energy subsidies can help address the macrofiscal crisis, improve SOEs' financial viability and stimulate the green transition. However, it will be key to protect the most vulnerable households from such price increases. This is especially the case for subsidies of bottled gas and electricity—for these subsidies benefit also lower-income households. Fuel subsidies and natural gas, on the other hand, go in large part to

better-off population groups.. A mix of tariff and transfers could help neutralize the transition costs for low income households. In addition, accompanying subsidy reforms with programs to help businesses and households invest in energy efficiency and self-generation can help tame inflationary pressure on households and firms, maintain firm competitiveness and support the green transition. Financial restructuring and modernization of SOEs would be key complements to subsidy reforms to enable energy SOEs to restore their financial viability.



# ملخص تنفيذي

## الانتعاش الاقتصادي يتباطأ في عام 2022

بعد الانتعاش المعتدل في عام 2021 (4.4 في المائة) إثر انكماش حاد في عام 2020 (-8.8 في المئة)، ارتفع إجمالي الناتج المحلي الإجمالي بتونس بمعدل 2.5 في المائة في عام 2022. ونظرًا لعدم تسارع وتيرة الإصلاحات الاقتصادية في عام 2022، فقد ظلت هناك العديد من الحواجز التنظيمية أمام النمو، كما أثر ارتفاع الأسعار العالمية للمواد الأولية سلبًا على الاقتصاد الذي يعتمد على واردات الطاقة والغذاء. وسجلت تونس متوسط معدل نمو بلغ -0.6% منذ الجائحة (2019-2022)، وهو أحد أضعف الأداء الاقتصادي في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا. وقد أدى الانتعاش الضعيف في خروج المزيد من الأشخاص من سوق العمل، حيث يشعر بعضهم بالإحباط بشكل متزايد بشأن فرص العمل (انخفض معدل المشاركة في العمل إلى 46.5 في المائة في عام 2022 من 47.1 في المائة في عام 2019). وبينما يظل معدل المشاركة في سوق العمل منخفضًا بالنسبة للنساء نسبيًا مقارنة بالرجال، فإن الفوارق بين الجنسين آخذة في الانخفاض ببطء من حيث المشاركة في العمل ومعدلات التشغيل.

## ارتفاع أسعار الطاقة والغذاء العالمية يزيد من الضغوط على الحساب الجاري

أدت معدلات التبادل التجاري السلبية الناجمة عن الحرب على أوكرانيا إلى رفع العجز التجاري للبضائع إلى أعلى مستوى له منذ عقود. زاد العجز من 10.2% من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2021 إلى 15% من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2022. تعود 69 في المائة من هذه الزيادة و 53 في المائة من العجز نفسه إلى حسابات الطاقة والغذاء. ولم تواكب الصادرات وتيرة ارتفاع واردات السلع الأساسية، حيث تمت الصادرات فقط في نظام التصدير الكلي الأكثر ملاءمة للأعمال التجارية بشكل كبير في عام 2022. حيث يتناغم الأداء القوي للقطاع العامل تحت نظام التصدير الكلي مع نظام تشريعي أقل عبثًا من بقية قطاعات الاقتصاد، بما في ذلك الإعفاءات

من الإجراءات التجارية المرهقة على المدخلات المستوردة والوصول الغير المقيد إلى العملة الأجنبية. وقد دفع العجز التجاري العجز في الميزانية الجارية (CAD) للارتفاع من 6.0% من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2021 إلى 8.5% من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2022، على الرغم من تواصل تحويلات العمال بالخارج وإيرادات السياحة.

## نظرا لمحدودية وصول تونس إلى رأس المال الأجنبي، أدى عجز الحساب الجاري إلى نقص في بعض المنتجات الأساسية المستوردة.

ونظرا لقدرة تونس المحدودة على الاستفادة من رأس المال الأجنبي، ترجم ارتفاع عجز الحساب الجاري وسداد الديون إلى ارتفاع احتياجات التمويل الخارجي. وقد زادت القيود التي تواجهها تونس في الحصول على التمويل الدولي من صعوبة تأمين الأموال اللازمة لتغطية هذه الاحتياجات. وفي غياب بدائل للتمويل، أدى ارتفاع احتياجات التمويل الخارجي إلى سحب بعض احتياطات النقد الأجنبي في النصف الثاني من عام 2022. ومع تضاؤل الاحتياطات وزيادة ديون الشركات التابعة للدولة، ترجم ارتفاع عجز الحساب الجاري إلى نقص في المنتجات الأساسية، بما في ذلك الوقود والحبوب والسكر ومنتجات الألبان و القهوة والمنتجات الصيدلانية. كما ترجمت احتياجات التمويل الخارجي المتزايدة إلى جانب قوة الدولار الأمريكي إلى زيادة الضغط على الدينار.

## التضخم يرتفع مدفوعا بارتفاع الأسعار العالمية مما يدفع أسعار الفائدة إلى الارتفاع أيضا

كما أن التضخم أخذ في الارتفاع مدفوعا بشكل أساسي بارتفاع الأسعار العالمية، حيث وصل إلى أعلى مستوى له منذ أكثر من ثلاثة عقود. دفع ارتفاع التضخم البنك المركزي إلى رفع سعر الفائدة الأساسي بمقدار 175 نقطة على طول عام 2022. وستتوقف فعالية هذه السياسة على التدابير المصاحبة لتحقيق استقرار اقتصادي كلي واعتماد الإصلاحات الهيكلية

الأسعار العالمية للسلع الأولية واستمرار حالة عدم اليقين بشأن التمويل الخارجي مخاطر هبوط كبيرة على الاقتصاد التونسي.

اللازمة لاستئناف مسار النمو المستدام. ومع بقاء أسعار الفائدة الحقيقية سلبية، فإن هذا يترك مجالا أكبر للمناورة من قبل البنك المركزي.

## من شأن إصلاح دعم الطاقة أن يساعد في خفض تكاليف المالية العامة وتكاليف الواردات، وتحسين القدرة المالية للشركات المملوكة للدولة، وتحفيز الانتقال الأخضر

أدى الارتفاع العالمي في أسعار الطاقة إلى تسليط الضوء على دعم الطاقة في تونس حيث لا تزال معظم أسعار الوقود والكهرباء والغاز وغاز البترول المسال دون التكلفة. وقد أصبح الحفاظ على خطة الدعم هذه مكلفا بشكل متزايد بالنسبة لتونس، مما يقوض الاستدامة المالية الكلية والعجز التجاري، لا سيما في وقت ترتفع فيه أسعار الطاقة الدولية. وبلغ متوسط الدعم 2.1 في المئة من الناتج المحلي الإجمالي خلال الفترة 2011-2021 وقفز إلى 3.5 في المئة في عام 2022. كما خلق نظام الدعم تحديات مالية كبيرة لشركات الطاقة المملوكة للدولة كالشركة التونسية لصناعات التكرير (STIR) و الشركة التونسية للكهرباء والغاز (STEG)، حيث أصبحت الدولة غير قادرة بشكل متزايد على تأمين الموارد لتغطية خسائرها. وأضعف هذا قدرة الشركات المملوكة للدولة على التخطيط والاستثمار لضمان تأمين إمدادات الطاقة. ومن خلال تعطيل الجدوى المالية للشركة التونسية للكهرباء والغاز وإبقاء أسعار الطاقة منخفضة بشكل مصطنع، فإن الدعم يقوض أيضا الانتقال الأخضر. ويمكن أن يساعد الإلغاء التدريجي لدعم الطاقة في معالجة الأزمة المالية الكلية، وتحسين الجدوى المالية للشركات المملوكة للدولة، وتحفيز الانتقال الأخضر. ومع ذلك، فمن الضروري الحد من تأثير الإصلاح على العائلات ذات الدخل الأكثر ضعفاً أمام تلك الزيادات في الأسعار، خاصة في حالة الدعم المقدم للاسطوانات الغازية والكهرباء، حيث يستفيد من هذه الدعم الأسر ذات الدخل المنخفض. وبالمقابل، ينصب توجه دعم الوقود والغاز الطبيعي بشكل كبير لفئات المجتمع ذات الدخل العالي. ويمكن أن يساعد مزيج من التعريفات والتحويلات في تجميع تكاليف الانتقال بالنسبة للأسر ذات الدخل المنخفض. وبالإضافة إلى ذلك، يمكن أن تساعد إصلاحات الدعم مع برامج لمساعدة الشركات والأسر على الاستثمار في كفاءة استخدام الطاقة والتوليد الذاتي في تخفيف الضغوط التضخمية على الأسر والشركات، والحفاظ على القدرة التنافسية للشركات ودعم الانتقال الأخضر. وستكون إعادة الهيكلة المالية وتحديث الشركات المملوكة للدولة من العناصر الرئيسية المكتملة لإصلاحات الدعم لتمكين الشركات المملوكة للدولة في مجال الطاقة من استعادة ديمومتها المالية.

## زيادة الضغط على الميزانية مع تزايد تكاليف الدعم وسط ارتفاع الأسعار العالمية، وتمويل للديون أصبح أكثر صعوبة

تسببت السياسة السخية للدعم المستهلك وارتفاع أسعار المواد العالمية في زيادة عجز الموازنة واحتياجات التمويل. وعلى وجه الخصوص، زاد دعم الطاقة بأكثر من الضعف من 2.6% إلى 5.3% من إجمالي الناتج المحلي في 2021-2022. على الرغم من الزيادة، انخفض عجز الميزانية بشكل طفيف كنسبة من الناتج المحلي الإجمالي (من 7.6 في المئة في عام 2021 إلى 6.8 في المئة في عام 2022). ويعود ذلك إلى الزيادة المستمرة في الإيرادات الضريبية - نتيجة للضرائب الجديدة وتطبيق أكثر صرامة - وإلى انخفاض النفقات المالية، وهو ما لا يبعث بمؤشرات إيجابية بالنسبة للنمو في المستقبل ولجودة الخدمات العامة. أدى العجز المستمر في الموازنة في السنوات الماضية إلى زيادة الدين العام إلى أعلى مستوياته منذ عقود (80.1% من إجمالي الناتج المحلي في عام 2022)، مما رفع خدمة الدين في تونس. ونظرا لمحدودية فرص الحصول على التمويل الدولي، يواصل البنك المركزي إعادة تمويل القطاع المصرفي المحلي لشراء سندات الخزينة. ولا يزال الاستخدام المتواصل للتمويل المحلي لتمويل الدين العام يزاحم تمويل بقية الاقتصاد.

## آفاق النمو لا تزال ضعيفة مع مخاطر سلبية كبيرة

يتوقع البنك الدولي نمو الناتج المحلي الإجمالي بنسبة 2.3% في عام 2023، مع انحرافات محتملة كبيرة اعتمادا على تطور ظروف التمويل والإصلاحات الهيكلية. ومن المتوقع أن يؤدي المسار الأكثر اعتدالا نسبيا لأسعار السلع الأساسية، إلى جانب بعض الإصلاحات على مستوى الإنفاق، إلى خفض عجز الحساب الجاري، الذي سيظل من الصعب تمويله دون إجراء إصلاحات. تخطط الحكومة لضبط أوضاع المالية العمومية في عام 2023 بشكل أساسي عن طريق خفض حقيقي لدعم الطاقة وكتلة الأجور والاستمرار في زيادة المداديل. وسيظل تمويل العجز يمثل تحديا. كما من شأن الاتفاق على برنامج صندوق التمويل الممدد مع صندوق النقد الدولي، إلى جانب تنفيذ جدول إصلاحات طموحة، أن يساعد في تغطية احتياجات التمويل الخارجي. هذا كما يشكل استمرار الضغط على

# DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

## 1. La reprise économique modérée continue de ralentir

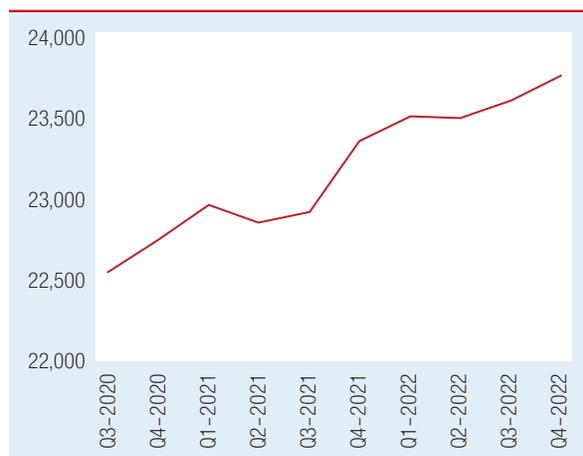
**Avec un environnement mondial difficile et incertain et le rythme lent de l'implémentation des réformes, la reprise économique modeste de la Tunisie s'est encore ralentie en 2022.** Après le rebond modéré de 2021 (4,4 pour cent), le PIB réel a augmenté de 2,5 pour cent en 2022.<sup>1</sup> Le rythme de l'implémentation des réformes économiques, ainsi que la persistance des obstacles réglementaires à la croissance expliquent en grande partie l'origine de la croissance molle enregistrée (voir l'édition TEM de l'hiver 2022). De plus, la hausse mondiale des prix des produits de base a de sérieusement et négativement affecté une économie tributaire d'importations d'énergie et de denrées alimentaires. En effet, le ralentissement économique a commencé au deuxième trimestre de 2022, juste après le début de la guerre en l'Ukraine et la hausse des prix des matières premières qui s'en est suivie (figure 1). Pour toutes ces raisons, le taux de croissance pour 2022 considérablement inférieur aux prévisions initiales, y compris celles de la Banque mondiale (3,5 pour cent – voir le numéro d'hiver 2022 du Bulletin de Conjoncture de l'Economie Tunisienne).

**La Tunisie fait partie des pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) dont les performances économiques sont parmi les plus faibles depuis la pandémie.** La Tunisie a enregistré un taux de croissance moyen de -0,6 pour cent en 2019-22, le PIB de 2022 représentant encore 98 pour cent des niveaux d'avant la crise (2019). Ce rebond a été inférieure à celui de la plupart des pays de la région MENA, aussi bien ceux touchés par des conflits que les pays non fragiles (figure 2). De ce fait, la tendance à la réduction de la pauvreté des années 2000 a été inversée dans la mesure où le taux de pauvreté a en fait augmenté entre 2015 et 2021, selon l'enquête le budget et la consommation des ménages récemment publiée sur (voir encadré 1).

**Les secteurs du tourisme et de l'industrie manufacturière ont alimenté la croissance économique en 2022, tandis que les secteurs primaires se sont contractés.** Avec une croissance de 4 pour cent, les services ont contribué à hauteur de 2,4 points de pourcentage à la croissance annuelle

<sup>1</sup> La croissance de 4,4% en 2022 est plus élevée que celle rapportée dans le précédent Bulletin de Conjoncture Economique pour la Tunisie (été 2022) car l'Institut National de la Statistique (INS) a révisé ses estimations à la hausse en novembre.

**FIGURE 1 • La reprise économique en dents de scie de la Tunisie (PIB trimestriel - TND mln, prix constants)**

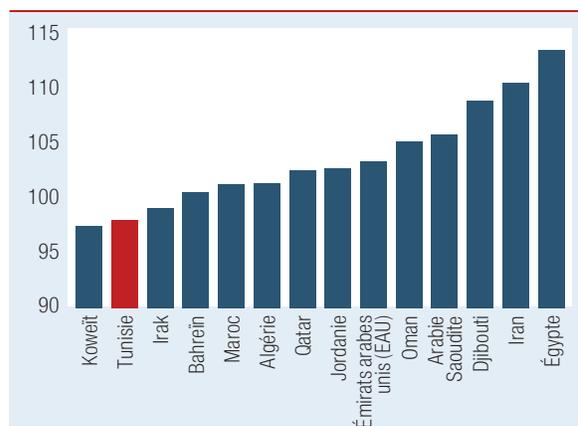


Source: Institut National de la Statistique.

du PIB, soit la plus grande contribution sectorielle. La croissance des services a été tirée par le tourisme et les transports. L'hôtellerie-restauration et les transports ont poursuivi la reprise après avoir subi la plus forte baisse pendant la crise de Covid-19 en 2020, alors que les valeurs ajoutées de ces secteurs n'étaient respectivement que de 75 pour cent et 86 pour cent de celle de 2019. En 2022, les hôtels, cafés, restaurants ont progressé de 21,4 pour cent et les transports de 10,6 pour cent avec une contribution combinée à la croissance de 1,1 point de pourcentage. Le secteur manufacturier a progressé de 5 pour cent en 2022, contribuant ainsi à la croissance du PIB à hauteur de 0,7 point de pourcentage. Le textile et les industries mécaniques et électriques ont dominé la croissance manufacturière enregistrant un taux de croissance de 14 pour cent et de 7,9 pour cent en 2022 respectivement. Contrairement à 2021 (où la croissance était négative), l'agriculture a contribué à la croissance à hauteur de 0,2 point de pourcentage avec une augmentation de 2 pour cent de sa valeur ajoutée. En revanche, les secteurs minier, énergétique et non manufacturier (électricité, eau et construction) ont contribué négativement à la croissance du PIB (-0,9 point de pourcentage).

**La faiblesse de la reprise est reflétée sur le marché du travail par un plus grand nombre de personnes qui quittent le marché du travail, car elles sont de plus en plus découragées par le manque**

**FIGURE 2 • La Tunisie connaît l'une des reprises économiques les plus faibles de la région (PIB réel de 2022 relatif au PIB 2019 (= 100))**

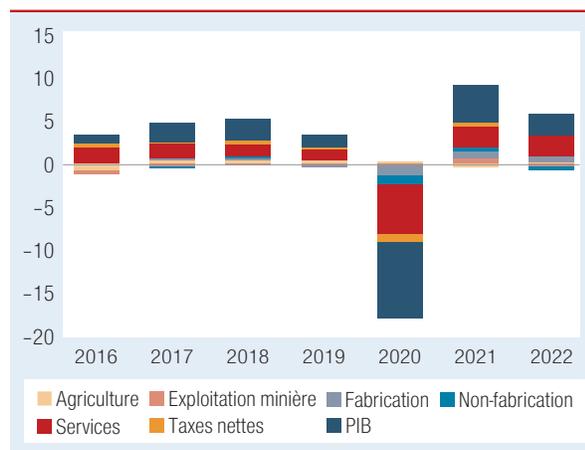


Source: Perspectives Economiques Mondiales, Banque Mondiale.

**de perspectives d'emploi.** Avec un taux de chômage de 15,2 pour cent au quatrième trimestre 2022 (12,9 pour cent pour les hommes contre 20,1 pour cent pour les femmes), le marché du travail revient lentement à la situation de 2019 où le taux de chômage était de 14,9 pour cent (12,1 pour cent pour les hommes et 21,7 pour cent pour les femmes). Le redressement du taux de chômage en 2022 reflète plutôt une baisse du taux d'activité qu'une amélioration au niveau de l'embauche : 46,5 pour cent en 2022 contre 47,1 en 2019 (figure 4). C'est le signe d'un découragement croissant probable sur le marché du travail sachant que 66 800 emplois ont été perdus sur la période 2019-22, soit l'équivalent de 1,6 pour cent de la population active. Ainsi, il semble clair que mauvaise performance du marché du travail depuis le début de la pandémie Covid est associée à l'augmentation de la pauvreté enregistrée sur la période 2015-21 (encadré 1).

**Si le taux d'activité reste plus faible pour les femmes que pour les hommes, les disparités de genre sont en train de diminuer lentement.** Le taux d'activité a diminué pour les hommes depuis le 4ème trimestre 2019 (de 68,3 pour cent à 65,7 pour cent) alors qu'il a légèrement augmenté pour les femmes (de 26,8 pour cent à 28,2 pour cent). De même, les pertes d'emplois sont concentrées chez les hommes (132 800 emplois perdus) alors que les femmes ont connu des gains nets d'emplois (66 000). Conformément à la crois-

**FIGURE 3 • La croissance du PIB a été molle en 2022 (contribution sectorielle à la croissance)**



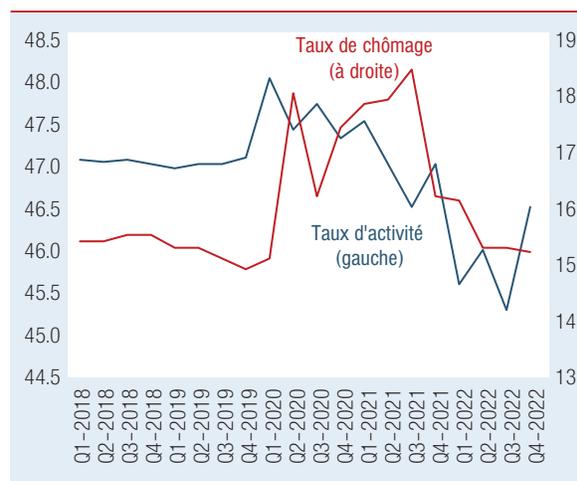
Source: Institut National de la Statistique.

sance sectorielle décrite ci-dessus, les pertes d'emplois sont concentrées dans le secteur non manufacturier, en particulier les activités de construction (-82 900), tandis que le secteur manufacturier enregistre 29 600 emplois.

## 2. La hausse des prix mondiaux a entraîné un creusement du déficit de la balance courante en 2022

**Le choc défavorable sur les termes de l'échange induit par la guerre en l'Ukraine a porté le défi-**

**FIGURE 4 • Le chômage revient aux niveaux d'avant la crise avec une diminution du taux d'activité**



Source: Institut National de la Statistique.

**cit commercial des marchandises à des niveaux parmi les plus élevés depuis des décennies.**

Poussé par l'augmentation des importations d'énergie et – dans une moindre mesure – de produits alimentaires, le déficit commercial est passé de 10,2 pour cent du PIB en 2021 à 15 pour cent en 2022. Les soldes énergétique et alimentaire sont responsables de 69 pour cent de l'augmentation du déficit commercial et de 53 pour cent du déficit des produits énergétiques et alimentaires (Figure 5). La hausse du déficit en produits de base est le résultat d'une demande

### ENCADRÉ 1: LES RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE ENQUÊTE SUR LE BUDGET, LA CONSOMMATION ET LE NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES

En février 2023, l'Institut National de la Statistique (INS) tunisien a publié les résultats de l'Enquête Nationale sur le Budget, la Consommation et le Niveau de Vie des Ménages (EBCNV) 2021. Les données de l'EBCNV 2021 ont été collectées entre mars 2021 et mars 2022. Cette enquête fournit des informations sur les dépenses, les conditions de vie des ménages, ainsi que sur la pauvreté et ses déterminants.

Les résultats de l'EBCNV 2021 suggèrent que les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté au cours de la dernière décennie ont été entravés par la pandémie de COVID. La pauvreté avait considérablement diminué en Tunisie entre 2010 et 2015, passant de 20,5 à 15,2 pour cent. La pauvreté prévue a encore baissé à 14,2 pour cent en 2018 et à 13,8 en 2019. Les estimations officielles montrent que le taux de pauvreté a augmenté à 16,6 pour cent en 2021, en utilisant les seuils de pauvreté et d'extrême pauvreté estimés en 2015 et actualisés avec les indices des prix à la consommation entre les deux périodes.

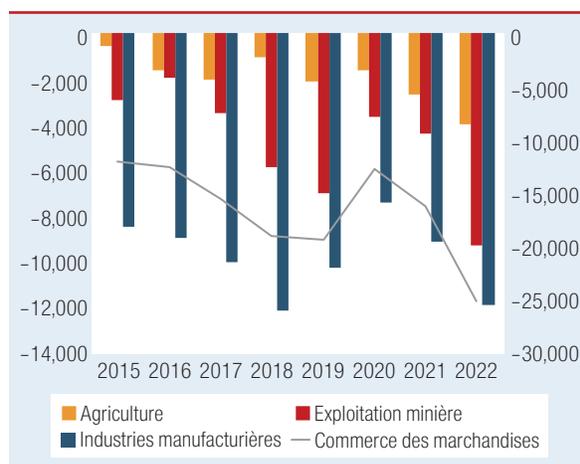
L'enquête montre également un changement dans la structure des dépenses des ménages. La dépense moyenne aux prix courants par habitant et par an est estimée à 5 468 dinars en 2021, contre 3 871 dinars en 2015, ce qui correspond à une augmentation de 41,3 pour cent en valeur nominale et de 1,19 pour cent en valeur réelle sur toute la période. L'enquête montre une variation de la structure des dépenses des ménages avec une augmentation de la part relative des dépenses alimentaires de 28,9 pour cent à 30,1 pour cent entre 2015 et 2021, après une tendance à la baisse au cours des dernières décennies. Il est fort probable que la pandémie de COVID et les crises sanitaires et économiques successives ont eu un impact sur les parts du budget des ménages consacrées au transport et aux vacances qui ont baissé respectivement de 2,4 et 1 point de pourcentage en 2021, au profit d'une augmentation de la part allouée aux produits de santé et d'hygiène par rapport à 2015.

d'importation qui est restée constante malgré la hausse des prix internationaux (la demande a diminué de 2 pour cent en 2022). Cette déconnexion entre les prix internationaux et la demande intérieure est principalement due à la politique de subventions de la Tunisie (voir partie B du Bulletin). Cette politique a maintenu les prix à la consommation des produits de base quasi-fixes en 2022 (notamment les céréales, le sucre, le GPL) et a entraîné une augmentation des prix de l'énergie nettement inférieure à celle des prix internationaux, qui ont augmenté en moyenne de 42 pour cent en 2022. En fait, le gouvernement tunisien a augmenté les prix des carburants d'environ 20 % (par le biais de 4 ajustements) et les prix de l'électricité et du gaz de 12 à 16 % (avec un ajustement en mai) tout au long de 2022. En outre, la production nationale d'énergie a diminué de 8 pour cent en 2022, avec une réduction de la production de pétrole de 14 pour cent et l'incapacité persistante à augmenter la production d'énergie renouvelable. En conséquence, le volume des importations d'énergie n'a en fait diminué que de 4 pour cent en 2022.

**Les exportations n'ont pas suivi le rythme de la hausse des importations de produits, et seules les exportations « offshore » ont connu une crois-**

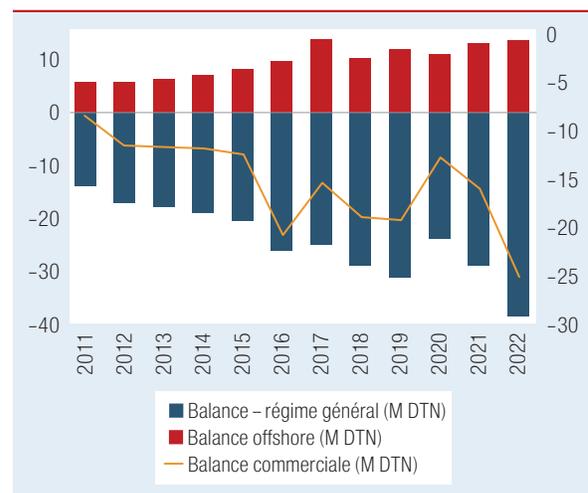
**sance significative en 2022.** Le régime dit offshore, qui comprend essentiellement des entreprises exportatrices, a continué à contribuer à la réduction du déficit de la balance commerciale, avec un excédent de 13,5 milliards de TND en 2022, contre 12,9 milliards de TND en 2021 (figure 6). Les exportations offshore ont augmenté de 17 pour cent en 2022, poursuivant son rythme d'expansion depuis le début du régime « offshore » en 1972. Les industries mécaniques et électriques et le textile et l'habillement sont les principaux secteurs « offshore », représentant respectivement 59 pour cent et 27 pour cent du total des exportations offshore en 2022. La meilleure performance du secteur offshore trouve une explication cohérente avec son régime réglementaire plus favorable aux affaires que celui du reste de l'économie, y compris les exemptions des procédures commerciales sur les intrants importés et l'accès sans entrave aux devises étrangères (voir encadré 2). Ces avantages peuvent contribuer à expliquer la croissance continue des exportations nettes du secteur offshore par rapport au régime standard, même si le secteur a perdu son exonération de l'impôt sur les sociétés depuis 2014. Bien qu'une évaluation complète de l'impact des restrictions réglementaires sur les exportations dépasse le cadre du présent rapport, la

**FIGURE 5 • La détérioration du déficit commercial est principalement due à l'augmentation des prix des produits énergétiques et agricoles sur les marchés internationaux (déficit commercial, TND mln)**



Source: Institut National de la Statistique.

**FIGURE 6 • La bonne performance du secteur offshore a permis de limiter le déficit commercial. (balance commerciale, pourcentage du PIB)**



Source: Institut National de la Statistique.

trajectoire du secteur offshore suggère qu'une convergence des règles du régime général vers celles du secteur off-shore pourrait être bénéfique pour la compétitivité de l'économie.

**Le déficit commercial a fait grimper le déficit de la Balance Courante (DBC) malgré la résilience des transferts de fonds des émigrés et des recettes touristiques.** Le DBC a bondi à 12,37 milliards de TND (soit 8,5 pour cent du PIB) en 2022, contre 8 milliards de TND (soit 6,2 pour cent du PIB) en 2021. Cette augmentation est entièrement due à la détérioration du déficit commercial et elle aurait été plus grave sans l'augmentation des revenus des facteurs et de l'excédent des services, qui ont atteint les niveaux les plus élevés depuis une décennie (figure 7). La première est tirée par l'augmentation des transferts de fonds des émigrés (+10 pour cent), qui se sont avérés être un important facteur contracyclique pour l'économie tunisienne. Leur croissance a plus que compensé celle des sorties liées au capital, y compris les paiements d'intérêts et les transferts de revenus du capital. L'augmentation de l'excédent des services est réalisée principalement grâce à un rebond des recettes touristiques (+80 pour cent), qui ont bénéficié de la réouverture de la frontière algérienne et de la reprise du tourisme international après la crise, grâce notamment à l'affluence des touristes en provenance de l'Europe.

### 3. Les financements extérieurs sont de plus en plus difficiles à trouver, ce qui a entraîné des pénuries de produits de base

**Compte tenu de la capacité limitée de la Tunisie à bénéficier des apports en capitaux étrangers, la hausse du DBC et du service de la dette s'est traduite par une augmentation des besoins en financements externes.** Ces besoins ont augmenté de 50 pour cent entre 2020 et 2022 (de 9 à 11 pour cent du PIB). Cette hausse a mis en évidence la capacité limitée de la Tunisie à compenser le DBC par un apport en capitaux étrangers. Les entrées de capitaux de la Tunisie — investissements directs étrangers et investissements de portefeuille — sont limitées par rapport aux besoins (figure 8). Les timides entrées de capitaux sont dues d'un côté, aux contrôles sévères sur les sorties de capitaux, qui dissuadent les entrées, et d'un autre côté au climat des affaires relativement peu favorable de la Tunisie qui limite son attractivité pour les nouveaux investissements (78 pour cent des IDE sont des extensions).

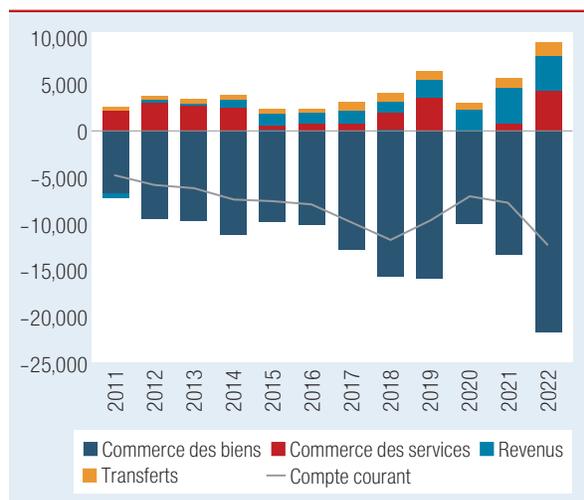
**Les contraintes de la Tunisie en matière d'accès au financement international ont rendu de plus en plus difficile l'obtention des financements extérieurs nécessaires.** Dans la mesure où la dette souveraine est largement considérée comme très risquée (notamment par Moody's, Fitch Ratings et Rating

#### ENCADRÉ 2: LE RÉGIME OFFSHORE BÉNÉFIQUE EN TUNISIE

Afin de développer l'industrie manufacturière et les exportations, la Tunisie a mis en place en 1972 un régime fiscal et douanier spécial pour les entreprises totalement exportatrices (qui sont depuis les années 1990 autorisées à écouler une partie de leur production sur le marché local). Le régime initial offrait des avantages en termes d'exonérations complètes des obligations fiscales et douanières (à l'exception des cotisations patronales de sécurité sociale). Ce régime a permis de développer l'industrie du textile et de l'habillement dans les années 1970 et 1980, qui a également bénéficié d'un accès privilégié au marché européen via l'accord multifibres. Depuis les années 2000, l'industrie électrique et mécanique a pris le relais comme moteur de l'industrie manufacturière tunisienne, d'abord les composants automobiles, puis l'aéronautique.

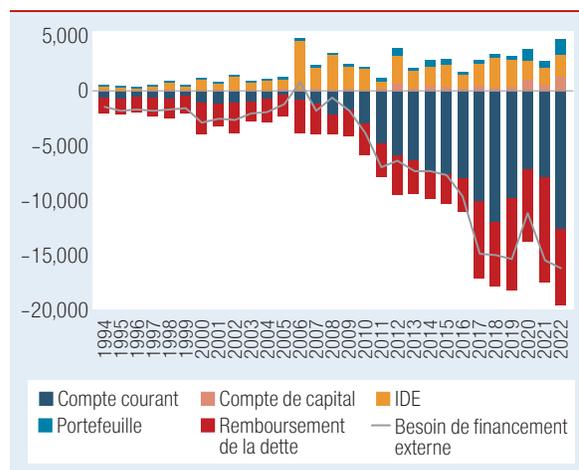
Depuis 2014, le gouvernement a commencé à supprimer progressivement l'exonération de l'impôt sur les sociétés (IS) pour les entreprises totalement exportatrices, pour finalement harmoniser complètement le traitement de l'IS du régime offshore avec le reste de l'économie depuis 2021. Cette convergence des régimes d'IS n'a pas été associée à un changement de la performance relative du secteur offshore, qui a continué à bénéficier d'un régime réglementaire plus favorable aux affaires que les autres secteurs. C'est notamment le cas pour les procédures douanières et fiscales et l'accès aux devises étrangères. Pour les procédures douanières, par exemple, le dédouanement est effectué directement dans les usines, ce qui permet d'éviter la congestion du port, d'accroître la prévisibilité des livraisons et de réduire les temps d'attente. En outre, les intrants importés ne sont pas soumis aux contrôles liés aux obstacles techniques au commerce et sont exonérés de droits et de taxes, ce qui réduit encore les coûts commerciaux. Un autre avantage clé du régime offshore est la possibilité de détenir des comptes en devises étrangères, ce qui permet aux entreprises d'effectuer des opérations en devises étrangères sans passer par les lourdes procédures de change auxquelles les autres entreprises sont soumises.

**FIGURE 7 • Le déficit croissant du compte courant de la Tunisie est dû au déficit commercial (TND million)**



Source: Banque Centrale de Tunisie.

**FIGURE 8 • Les IDE et les Investissements de portefeuille ne sont pas en mesure de couvrir les besoins croissants en financements extérieurs (TND million)**



Source: Banque Centrale de Tunisie.

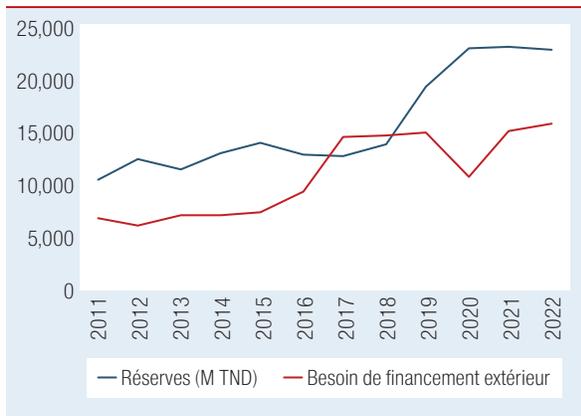
and Investment Information), la Tunisie se trouve dans l'obligation de compter presque entièrement sur les financements bilatéraux et multilatéraux pour couvrir ses besoins en financements extérieurs. Cependant, ces financements n'ont pas suivi le rythme de l'augmentation des besoins, compte tenu de la détérioration des conditions macroéconomiques et de la lenteur du rythme dans l'implémentation des réformes. Le report de l'accord de prêt négocié en octobre dernier avec le FMI a aggravé la situation économique dans le pays. En effet, le prêt de 1,9 milliard de dollars au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) sera essentiel pour permettre à la Tunisie de mobiliser les financements extérieurs nécessaires à court terme et de renforcer le programme de réformes du pays.

**En l'absence de solution alternative, l'augmentation des besoins en financements externes a entraîné une réduction relative des réserves de change au cours du second semestre 2022.** En effet, les réserves ont atteint 22 milliards de TND, couvrant 95 jours d'importations à la mi-février 2023, contre 23,4 milliards de TND, couvrant 133 jours d'importations en janvier 2022. Cette situation n'a pas été observée les années précédentes dans la mesure où les réserves s'étaient maintenues en dépit de l'augmenta-

tion des besoins en financements externes (Figure 9). Assurer la stabilité des réserves de change a été possible non seulement grâce à l'augmentation de la dette extérieure de l'administration centrale, mais aussi grâce aux entreprises publiques (EEP) qui ont absorbé une partie des besoins par l'augmentation de la dette extérieure. Fin 2021, la Société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG) chargée d'importer le gaz pour la production d'électricité et la Société tunisienne de l'industrie du raffinage (STIR) chargée d'importer l'essence ont accumulé 7,9 milliards de dinars de dettes auprès des banques étrangères et 4,3 milliards de dinars de dettes auprès des fournisseurs. Toutefois, cette stratégie semble avoir atteint ses limites, car l'augmentation de leur endettement limite la capacité des entreprises d'État à accroître davantage leur endettement.

**Avec la diminution des réserves de change et l'augmentation de la dette des entreprises publiques, la hausse du DBC s'est traduite par des pénuries durables de produits de base.** Dans ce contexte, il a été difficile d'obtenir suffisamment de devises pour couvrir la facture croissante des importations. En effet, l'économie a connu des pénuries durables de nombreux produits de base (importés et/ou subventionnés) depuis mars 2022, notamment

**FIGURE 9** • L'augmentation des besoins en financements extérieurs n'a été associée à une baisse des réserves de change qu'au second semestre 2022 (TND million)



Source: Banque Centrale de Tunisie.

celles du carburant (octobre 2022), les céréales (mars 2022), le sucre, les produits laitiers (novembre 2022), le café (janvier 2023) et les produits pharmaceutiques. Les pénuries se sont aggravées au cours de l'année 2022 et elles ont fortement touché la population, comme le confirme la hausse de la fréquence de recherche du mot «pénurie» sur Google en Tunisie (figure 10).

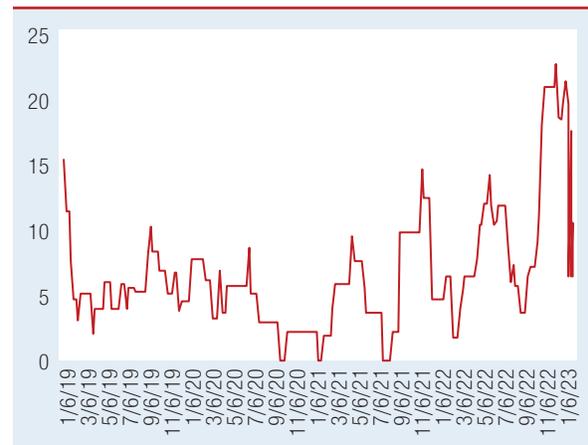
**L'augmentation des besoins en financements extérieurs s'est également traduite par une pression accrue sur le dinar, dont le taux de change est resté relativement faible tout au long de l'année 2022.**

L'augmentation de la valeur des importations due à la hausse des prix internationaux, l'appréciation du dollar américain et la reprise de l'activité ont contribué à la dépréciation du dinar par rapport au dollar américain de 7,7 pour cent au cours de 2022, à l'instar des autres monnaies de la région (figure 11). En revanche, le dinar est resté stable par rapport à l'euro durant la même période. Cette dépréciation pourrait créer une pression supplémentaire sur l'inflation et/ou le niveau des réserves.

#### 4. L'inflation a atteint des niveaux records poussant la Banque centrale à intervenir

L'inflation est également en hausse, due en grande partie à la flambée des prix mondiaux, qui

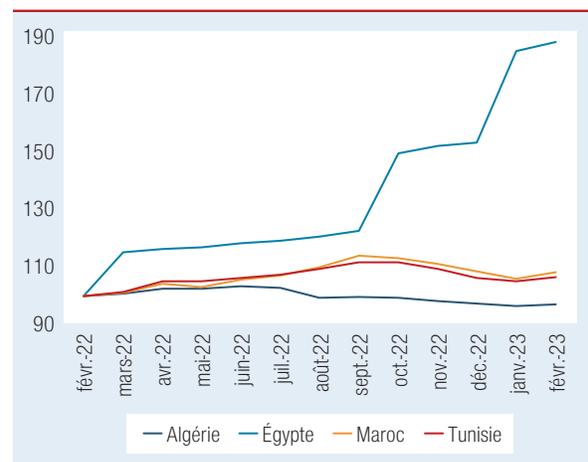
**FIGURE 10** • Intensité de la recherche sur google du mot «pénurie» [échelle 0-100], moyenne mobile trimestrielle



Source: Estimations du staff de la Banque mondiale sur Google Analytics.

**ont atteint leurs niveaux les plus élevés depuis plus de trois décennies.** L'inflation, basée sur l'Indice de Prix sur la consommation, a augmenté durant dix-huit mois consécutifs depuis août 2021, atteignant 10,4 pour cent en février 2023. Ce niveau est le plus élevé enregistré en Tunisie depuis décembre 1984. Le taux d'inflation a été particulièrement élevé pour les denrées alimentaires (16.1 pour cent en février)

**FIGURE 11** • Le dinar s'est légèrement déprécié par rapport au dollar US, mais moins que d'autres pays de la région (taux de change nominal vis-à-vis US\$, fev 2022 = 100)



Source: FMI, Statistiques International Financial Statistics.

malgré le contrôle des prix sur un grand nombre de ces produits. D'autres catégories ont connu de fortes hausses de prix, notamment l'électricité, le gaz et les autres combustibles liés au logement (14,9 pour cent) et transport (12,1 pour cent), qui reflètent les récentes réformes du gouvernement concernant les tarifs de l'énergie. La croissance de l'inflation s'est alignée sur celle des autres pays de la région (figure 12), en suivant la tendance à la hausse des prix au niveau mondial.

**La hausse de l'inflation a poussé la banque centrale à relever son taux d'intérêt directeur de 175 points de base en 2022, bien que les taux d'intérêt réels demeurent négatifs.** Pour contenir les pressions inflationnistes, la banque centrale a relevé son taux directeur à deux reprises - de 100 points de base au total - entre octobre et décembre. Ces hausses ont suivi celle de mai (75 points de base), portant le taux directeur à 8 pour cent. Il s'agit d'un taux relativement élevé par rapport aux normes régionales et mondiales (figure 13). L'augmentation du taux directeur vise aussi à limiter le crédit en augmentant son coût, ce qui a comme conséquence de réduire la demande d'importations, de préserver les réserves de change et aussi d'éviter une forte dépréciation du dinar. Le défi reste celui d'éviter les pressions inflationnistes alimentées

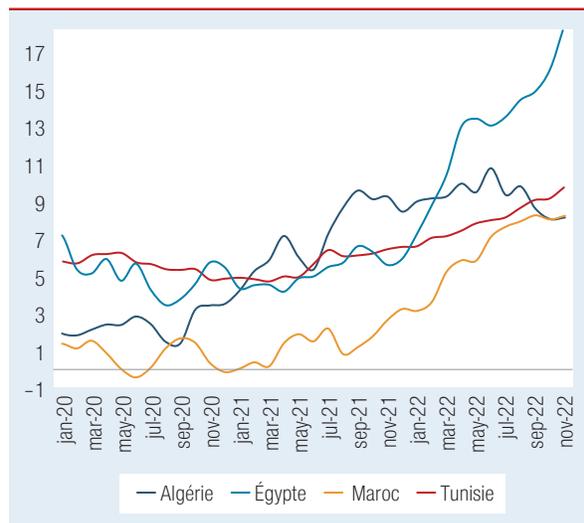
par une spirale prix-salaires. Toutefois, la capacité à maîtriser l'inflation dépendra de l'efficacité des mesures d'accompagnement prises en vue de la poursuite de la stabilisation macroéconomique et de la rapidité de l'implémentation des réformes structurelles nécessaires pour retrouver une trajectoire de croissance durable.<sup>2</sup> Malgré les hausses, consécutives du taux directeur, à l'instar d'autres pays, le taux d'intérêt réel étant toujours négatif, pourrait pousser la Banque centrale à intervenir encore avec des hausses éventuelles.

## 5. Le déficit budgétaire demeure élevé sous la pression des subventions

**La politique généreuse de subventions à la consommation et la hausse mondiale des prix des produits de base ont exercé une pression sur le déficit budgétaire et les besoins de financement**

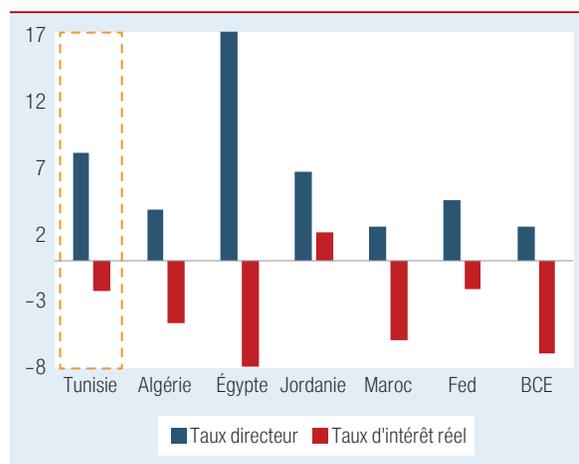
<sup>2</sup> Dans les communiqués de son conseil d'administration, la Banque centrale a souligné à plusieurs reprises l'importance et la primauté du rôle de l'implémentation des réformes structurelles économiques et fiscales pour réduire l'inflation, faire face à la crise économique et remettre l'économie tunisienne sur une trajectoire soutenable.

**FIGURE 12** • L'inflation a augmenté en Tunisie comme dans les autres pays de la région (variation annuelle en pourcentage)



Source: FMI.

**FIGURE 13** • Malgré les hausses de taux d'intérêt, les taux réels restent négatifs comme dans la plupart des pays de la région et des pays à revenu élevé (variation annuelle en pourcentage)



Source: FMI.

**en 2022.** Selon le rapport sur les résultats provisoires de l'exécution du Budget 2022, le déficit budgétaire devrait atteindre 6,6 pour cent du PIB en 2022, contre 6,2 pour cent prévus dans la loi de finances pour 2022 en décembre 2021. La politique de subvention vise à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs en contrôlant et en maintenant les prix stables pour l'énergie (électricité, gaz, carburant), les céréales (pain, couscous, pâtes) et d'autres produits de base (lait, huile végétale, sucre, GPL), ainsi que pour les biens et services dont les coûts de production dépendent fortement de ces produits (par exemple, le transport, l'eau). Malgré les ajustements des prix de l'énergie décrits ci-dessus, l'augmentation des prix internationaux s'est traduite par un passage de 3,3 à 7,6 milliards de DT en 2021-22 (2,6 à 5,3 pour cent du PIB) pour le financement des subventions à l'énergie. À cela s'est ajoutée une augmentation des subventions alimentaires de 2,2 à 3,8 milliards TND. En raison du déficit important et du remboursement de la dette, les besoins de financement sont également en hausse (12,5 pour cent du PIB en 2022, contre 10,9 pour cent en 2021).

**Malgré l'augmentation des subventions, le déficit budgétaire a légèrement diminué en pourcentage du PIB en 2022 grâce à l'augmentation soutenue des recettes et de la réduction des dépenses d'investissement.** Le déficit budgétaire devrait être légèrement inférieur à celui de 2021 (7,6 pour cent du PIB) en raison de l'augmentation significative des recettes et de la réduction en valeur réelle des dépenses d'investissement et, dans une moindre mesure, de la masse salariale. L'augmentation des recettes est principalement due à une croissance de 17 pour cent des impôts, qui sont passés de 23,3 à 24,5 pour cent du PIB en 2021-22 (figure 15). Cette croissance a été alimentée par les impôts indirects en particulier, qui ont augmenté de 19 pour cent, passant de 17,7 milliards TND en 2021 à 21,1 milliards TND en 2022, grâce à une meilleure application de la loi et à l'introduction d'une série de nouvelles mesures. Il s'agit notamment de l'augmentation des taxes sur les produits énergétiques, le tabac et les boissons alcoolisées, de l'augmentation des droits de douane sur certains produits de consommation finale et de la taxe de circulation des véhicules. Les dons sont également passés de 44 millions de TND en 2021 à 1,4 milliard

de TND en 2022, les partenaires de développement ayant augmenté leurs contributions face à l'augmentation des besoins de financement. Parallèlement, les dépenses d'investissement sont demeurées stables à 4,5 milliards de TND, passant de 3,5 % du PIB en 2021 à 3,1 % en 2022. Cette baisse porte la part des dépenses d'investissement dans le PIB à son plus bas niveau depuis des décennies, ce qui entraverait la croissance future et baisserait encore plus la qualité des services publics. Dans ce cas, l'investissement public semble jouer le rôle de variable d'ajustement pour assurer l'équilibre budgétaire. Bien qu'elle ait légèrement augmenté en termes nominaux, la masse salariale s'est également contractée en proportion du PIB, passant de 15,5 % en 2022 à 14,6 % en 2022.

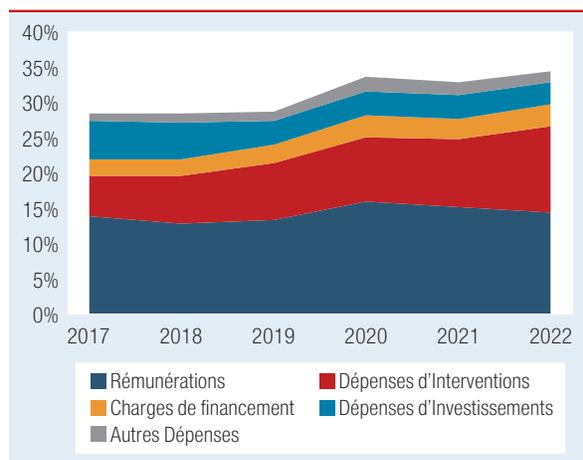
## **6. La dette publique augmente à un niveau qui est devenu difficile à financer**

**Les déficits budgétaires soutenus de ces dernières années ont porté la dette publique à des niveaux des plus élevés depuis des décennies, augmentant également le service de la dette.**

La dette publique est passée de 66,9 pour cent à 79,3 pour cent entre 2017 et 2022, un des niveaux les plus élevés enregistré depuis des décennies (figure 16).<sup>3</sup> Au cours de cette période, la dette a augmenté en moyenne de 11 pour cent par an, reflétant la hausse des dépenses publiques et la décélération de l'économie pendant la crise de Covid-19. En 2022, la dette a augmenté de 10,5 milliards de TND, soit 0,2 point de pourcentage du PIB (ou 9,7 milliards de TND), principalement en raison de l'important déficit budgétaire, bien qu'elle soit restée stable en pourcentage du PIB (de 79,9 pour cent en 2021 à 79,3 pour cent en 2022). La composante intérieure de la dette publique représente 75 pour cent de l'augmentation de la dette

<sup>3</sup> Le poids de la masse salariale du secteur public dans le PIB a diminué de 16,1 pour cent en 2020 à 15,1 pour cent en 2022. De même, que son poids dans les dépenses budgétaires est passé de 47 pour cent en 2020 à 42,9 pour cent en 2022. La loi de finances 2023 prévoit une réduction de son importance (voir ci-dessous), même si la masse salariale reste le poste le plus important dans les dépenses publiques.

**FIGURE 14** • Les subventions sont à l'origine de la récente croissance des dépenses (*croissance des dépenses publiques par type, en pourcentage du PIB*)



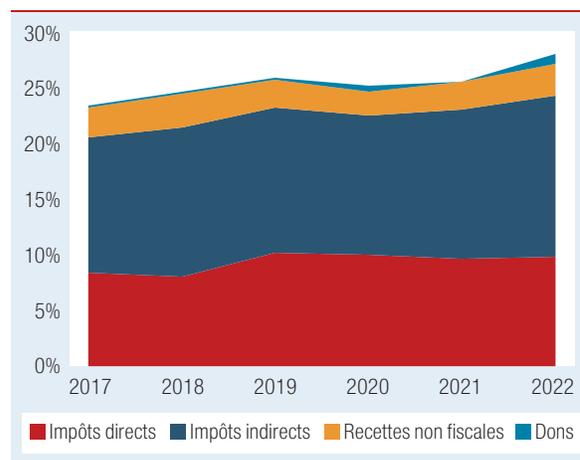
Source: Ministère des finances.

depuis 2019. La croissance de la dette publique se traduit par une hausse du service de la dette, ce qui accroît les besoins de financement du budget. Par ailleurs, le service de la dette a plus que doublé, passant de 7 à 14,4 milliards de TND entre 2017 et 2022, et devrait encore augmenter pour atteindre 21,5 milliards de TND en 2023, sous l'effet de l'amortissement croissant de la dette en augmentation (figure 17).

**Compte tenu de l'accès limité aux financements internationaux, la Banque centrale (BCT) continue de refinancer le secteur bancaire national pour l'achat de bons du Trésor.** Même si certains bailleurs, dont Gouvernement algérien, l'Agence Française de Développement (AFD), la Commission Européenne et Afreximbank ont déboursé de nouveaux fonds fin 2022 pour aider à couvrir les besoins de financement externe, l'accès de la Tunisie aux financements étrangers reste limité. Etant donné le besoin important de financement du budget et la rareté du financement externe, le gouvernement a eu recours au financement intérieur par le biais des banques locales. Ce qui a conduit à une augmentation du taux de refinancement de la BCT depuis 2019.

**L'utilisation soutenue de fonds domestiques pour financer la dette publique continue d'évincer le crédit à l'économie.** En effet, l'injection de liqui-

**FIGURE 15** • Les impôts – en particulier les impôts indirects – ont continué à croître de manière significative (*croissance des recettes publiques, en pourcentage du PIB*)



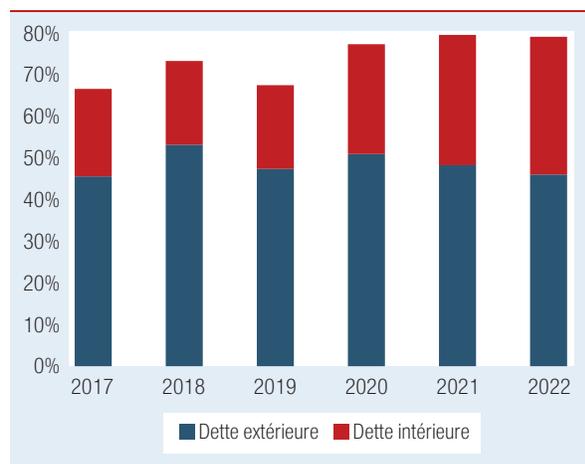
Source: Ministère des finances.

dités par le biais des opérations de refinancement oriente les liquidités bancaires vers les prêts à l'État, ce qui est susceptible d'évincer le crédit au reste de l'économie. L'exposition du secteur bancaire à l'État continue de croître à un taux annuel de plus de 12 pour cent, alors que la part des prêts à l'économie diminue à un rythme de 8 pour cent. En conséquence, la part de l'administration centrale dans le total des créances du secteur bancaire a augmenté depuis 2019, passant de 18,6 pour cent en janvier 2019 à 26,1 pour cent en décembre 2022 (figure 18). Dans un contexte de croissance limitée du crédit, ce schéma de financement a évincé le crédit du reste de l'économie.

## 7. Les perspectives de croissance restent incertaines

**La Banque mondiale prévoit une croissance du PIB de 2,3 % en 2023, à condition que des réformes structurelles suffisamment ambitieuses soient adoptées.** Les prévisions sont basées sur le taux de croissance des deux derniers trimestres de 2022, période présentant des conditions similaires à celles susceptibles de prévaloir en 2023 en termes de prix des matières premières et d'incertitude autour des conditions de financement. Les prévisions sup-

**FIGURE 16** • La dette publique de la Tunisie a augmenté au cours des dernières années, en particulier sa composante intérieure (pour cent du PIB)

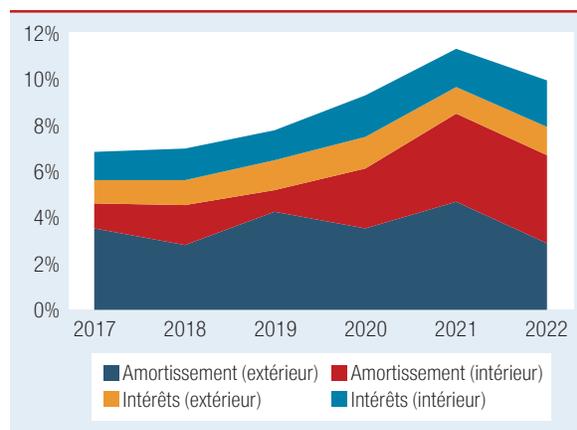


Source: Ministère des finances et Institut National de la Statistique.

posent la mise en œuvre de réformes fiscales dans la loi de finances 2023, y compris la réforme des subventions, ainsi que des réformes visant à commencer à éliminer les obstacles à la concurrence (voir le Bulletin Hiver 2021 pour une discussion). Elles supposent également de finaliser l'accord avec le FMI au cours du premier semestre de 2023 et de trouver un financement suffisant pour couvrir les besoins extérieurs et budgétaires. Le taux de croissance prévu pour 2023 est également aligné sur le taux de croissance de long terme d'avant Covid-19 (2011–2019). Le PIB atteindrait alors son niveau d'avant Covid-19 en 2023.

**La prévision de croissance pour 2023 est soumise à des risques significatifs à la baisse liés au rythme d'implémentation des réformes structurelles et à l'évolution des conditions de financement.** Les projections de croissance seraient considérablement inférieures si la Tunisie ne mettait pas en œuvre des réformes fiscales décisives et en faveur de la concurrence, ou si les financements disponibles n'étaient pas suffisants pour couvrir les besoins extérieurs de la Tunisie, notamment en raison de retards prolongés dans la finalisation de l'accord avec le FMI. Ces conditions difficiles pourraient entraîner une pénurie de devises dans l'économie, un rationnement des importations et potentiellement conduire à une

**FIGURE 17** • L'augmentation du remboursement du principal de la dette ainsi que le paiement des intérêts a fait grimper le fardeau du service de la dette (pour cent du PIB)

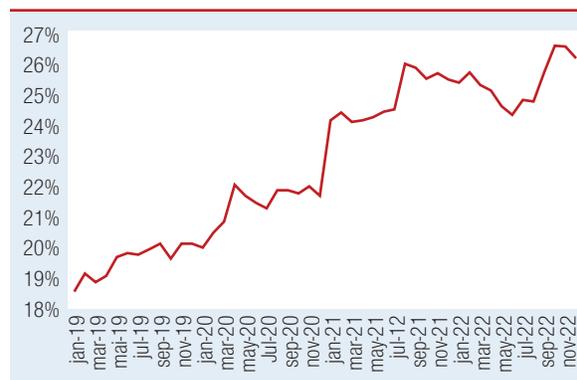


Source: Ministère des finances et calculs du staff de la Banque Mondiale.

dépréciation du dinar, aggravant ainsi les pressions inflationnistes existantes. Avec un financement extérieur limité et des réserves de change insuffisantes, la Tunisie serait également confrontée à des défis pour honorer les paiements élevés de sa dette extérieure au second semestre de 2023. De ce fait, l'activité économique et l'emploi pourraient être gravement affectés.

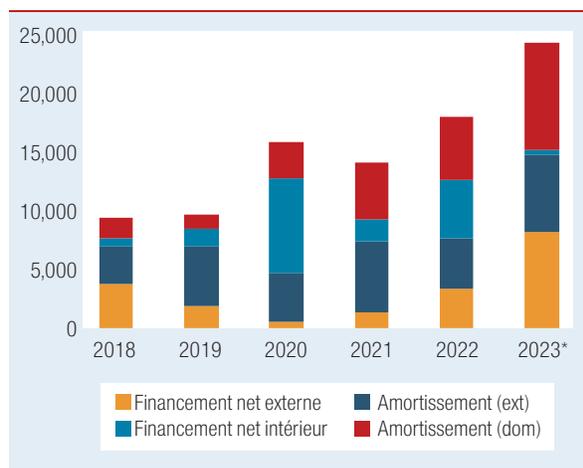
**L'évolution relativement plus favorable des prix des produits de base ainsi que certaines**

**FIGURE 18** • Les créances sur l'État augmentent plus vite que les crédits à l'économie (parts mensuelles dans le total des crédits du secteur financier)



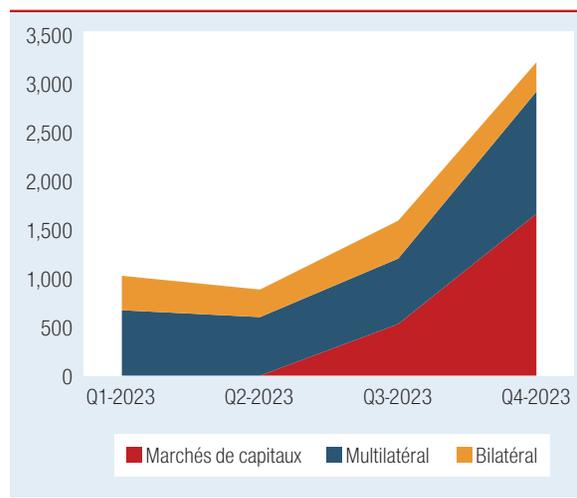
Source: Banque Centrale de Tunisie.

**FIGURE 19** • Les besoins de financement du budget - notamment externe -augmentent encore  
(Besoins de financement par catégorie, en millions de TND)



Source: Budget 2023.  
Projections pour 2023.

**FIGURE 20** • Un lourd profil de remboursement externe pèse sur le financement du budget au T3-T4 2023  
(en millions de TND)



Source: Budget 2023.  
Projections pour 2023.

**réformes des dépenses devraient réduire le déficit de la balance courante en 2023, qui resterait difficile à financer sans réformes.** Lorsque les prix des produits de base commenceront à se stabiliser, il est prévu que le déficit commercial s'améliore légèrement, passant de 15 pour cent à 14,8 pour cent du PIB, ce qui entraînera aussi une certaine amélioration du DBC (de 8,5 pour cent à 8 pour cent du PIB).

La baisse s'explique principalement par l'amélioration des termes de l'échange, c'est-à-dire les conditions économiques régissant les échanges commerciaux internationaux, conjuguée à la modération des prix mondiaux des matières premières.

**Le gouvernement prévoit un assainissement budgétaire en 2023, principalement en réduisant la masse salariale en termes réels et le montant des subventions tout en continuant à augmenter les recettes.** Une évolution plus favorable des prix des produits de base ainsi qu'une certaine rationalisation des dépenses publiques pourraient également contribuer à réduire le déficit budgétaire à 4,6 pour cent du PIB (contre 6,6 pour cent en 2022), comme le prévoit la loi de finances pour 2023. Les subventions dans leurs trois composantes (alimentaire, énergétique et du transport) devraient diminuer de 26 pour cent en 2023 selon la loi de finances 2023,

grâce à une dynamique plus favorable des prix du pétrole (89 dollars le baril prévus en 2023 contre une moyenne de 100 dollars le baril en 2022) ainsi que la mise en œuvre des réformes des subventions. La loi de finance 2023 prévoit une mise en œuvre soutenue des ajustements des prix des carburants jusqu'à atteindre les prix du marché à la fin de 2023, ainsi que des ajustements réguliers des prix du GPL, du gaz naturel et de l'électricité. En même temps, la masse salariale devrait augmenter de 7,8 pour cent en termes nominaux. Ce qui devrait refléter une croissance des salaires inférieure au taux d'inflation, suite à l'accord entre le gouvernement et le syndicat (UGTT) en octobre 2022. De nouvelles mesures sur les impôts indirects - notamment l'augmentation du taux de TVA pour les services professionnels (de 13 pour cent à 19 pour cent) et les avances sur les taxes de vente sur les produits alcoolisés - ainsi qu'une application plus stricte de la réglementation fiscale devraient accroître les recettes fiscales de 15 pour cent en 2023. La combinaison de la réduction des dépenses et de la hausse des recettes devrait permettre d'augmenter les dépenses d'investissement après la forte baisse enregistrée en 2022.

**Le financement du déficit budgétaire restera un défi majeur.** Les besoins de financement du

### ENCADRÉ 3: MESURES GOUVERNEMENTALES RÉCENTES ET ENVISAGÉES POUR ACCÉLÉRER LA REPRISE

Tout au long de l'année 2022 et au début de l'année 2023, le gouvernement a annoncé divers plans de réforme pour atténuer les effets de la guerre en l'Ukraine, atteindre la viabilité budgétaire et accélérer la reprise économique. Il a proposé un programme de stabilisation économique et financière qui sous-tend l'accord éventuel avec le Fonds. Ce programme vise à atteindre divers objectifs, notamment : améliorer l'équité fiscale, rationaliser les dépenses publiques ; renforcer les filets de sécurité sociale ; réformer les entreprises d'État ; intensifier les réformes structurelles pour renforcer la concurrence et créer des conditions équitables pour les investisseurs ; renforcer la gouvernance et la transparence dans le secteur public.

Outre le programme de stabilisation, le gouvernement a également lancé en 2022 un plan de réforme national intégré comprenant une vision Tunisie 2035, un plan de développement économique et social 2023-25, des réformes structurelles et des mesures d'urgence économique. Dans ce contexte, nombre d'initiatives de réformes ont été lancées en 2022, telles que l'introduction d'un cadre juridique pour les bureaux de crédit privés ; une nouvelle législation sur les taux d'intérêt excessifs ; la suppression des autorisations d'investissement ; l'opérationnalisation du cadre du crowdfunding ; la révision de la loi pour le statut d'auto-entrepreneur ; une loi pour accélérer l'exécution des projets publics et privés et un nouveau cadre pour l'expropriation pour cause d'intérêt public.

En janvier 2023, le gouvernement a annoncé une nouvelle stratégie - Tunisia-Vision 2035 - basée sur l'innovation, l'inclusion et la durabilité. Elle comprend 6 piliers visant à bâtir un nouveau modèle de développement économique. Ils comprennent (i) une économie compétitive et diversifiée qui favorise l'initiative privée, (ii) l'économie de la connaissance comme moteur de l'innovation et du développement technologique, (iii) la promotion du capital humain, (iv) un développement régional équitable et un aménagement du territoire inclusif, (v) la justice sociale comme base de la cohésion sociale, et (vi) la promotion de l'économie verte et l'adaptation au changement climatique. C'est dans ce cadre que le gouvernement a adopté une stratégie nationale d'amélioration du climat des affaires (2023-2025). Cette stratégie comprend 187 mesures à mettre en place au cours de la prochaine période. Le plan de développement prévoit un ensemble d'investissements publics d'un montant estimé à 38 milliards de DT sur 3 ans dont 27 milliards de DT sur le budget de l'Etat (6 milliards de DT en 2023, 8,5 milliards de DT en 2024 et 12,5 milliards de DT en 2025). La majorité de cette somme (18,8 milliards) sera consacrée à l'achèvement des projets publics en cours. Les 11,2 milliards restants seront financés par les entreprises publiques. Ce plan permettrait d'augmenter les revenus de 18,5 pour cent et de réduire le chômage à 14 pour cent d'ici 2025.

Les réformes proposées s'attaquent à bon nombre des contraintes importantes auxquelles l'économie est confrontée. Même si une évaluation complète nécessiterait de connaître les détails des réformes. La mise en œuvre de ces programmes peut également se heurter à de nombreux défis dont le principal est l'appropriation par la population et les principales parties prenantes. Si elles sont correctement conçues et mises en œuvre, les réformes pourraient également faciliter la négociation et la conclusion d'un programme du Fonds Monétaire International, qui pourrait fournir une injection précieuse de liquidités en devises étrangères.

budget atteindront 24,3 milliards de TND en 2023, soit 15 pour cent du PIB. Les deux tiers du financement devraient être constitués d'amortissements (figure 19), car une grande partie de la dette arrive à échéance, en particulier en fin d'année (figure 20). Si cela permet de réduire le niveau de la dette publique (de 79,3 pour cent en 2022 à 76,1 pour cent du PIB en 2023), cela accroît également la dépendance de la Tunisie vis-à-vis des sources de financements extérieurs. Ces dernières devraient couvrir 61 pour cent du financement en 2023 (soit 4,7 milliards de dollars US). D'une manière concomitante, le service de la dette continue d'augmenter en raison de la hausse de l'encours de la dette et des taux d'intérêt. Le budget prévoit une augmentation de 17 pour cent des paiements d'intérêts, qui atteindront 3,2 pour cent du PIB en 2023, contre 3,1 pour cent en 2022. Cette tendance reflète à la fois l'augmentation de l'encours de la dette et la hausse des taux d'intérêt.

#### **L'accord sur un mécanisme élargi de crédit avec le FMI, ainsi que la mise en œuvre d'un programme de réforme ambitieux, permettraient de couvrir les besoins en financements extérieurs.**

Un accord entre experts a été atteint avec les autorités tunisiennes depuis octobre 2022. Toutefois, cette demande de prêt n'a pas encore été approuvée par le conseil d'administration du FMI. Il n'est pas clair à ce stade à quel point l'absence d'un programme du FMI retardera le financement extérieur. Pour 2023, il ne devrait couvrir que 9,5 pour cent environ des besoins en financements extérieurs du budget. En revanche, il pourrait servir de catalyseur pour plusieurs bailleurs. En l'absence d'un programme du FMI, le gouvernement s'appuiera de plus en plus sur le financement domestique. Les pressions inflationnistes plus fortes limiteraient les possibilités de ce type de financement. La mise en œuvre d'un programme de réformes ambitieux visant à améliorer

l'équilibre budgétaire et à accroître la compétitivité reste cruciale pour financer durablement le déficit. Si le gouvernement a proposé plusieurs réformes, rythme de mise en œuvre reste un élément critique à prendre en compte (voir encadré 3).

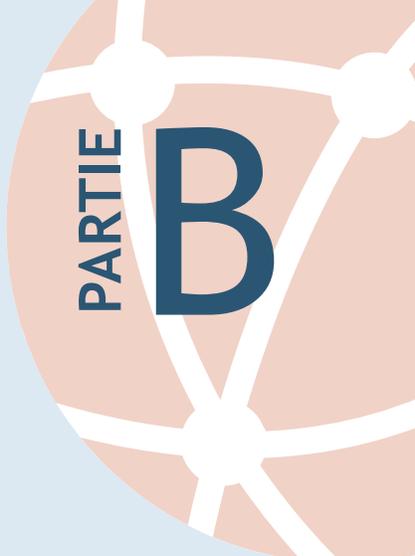
**Si le rythme des réformes et le niveau de financement restent suffisants, nous prévoyons une légère accélération de la croissance à moyen terme ainsi qu'une stabilisation des déséquilibres macroéconomiques et budgétaires.** Nous prévoyons que l'économie accélère légèrement son rythme de croissance pour atteindre 3 % en 2024–2025. Ce qui impliquerait une convergence lente vers le sentier de croissance à long terme, dont l'économie s'est écartée pendant la crise du Covid-19, d'ici le milieu des années

2030. Malgré les réformes des subventions, nous prévoyons une légère diminution de l'inflation en raison de l'écart de production relativement important après le Covid et des légères augmentations des salaires publics suite à l'accord gouvernement-UGTT de l'année dernière. Ces conditions, ainsi que la poursuite des réformes des subventions, devraient aider la Tunisie à réduire ses déficits du compte courant et du budget, ce qui faciliterait les conditions de financement. De plus, la légère augmentation de la croissance économique devrait entraîner une diminution du taux de pauvreté en dessous des niveaux pré-Covid d'ici 2025. Cependant, ces perspectives à moyen terme sont conditionnées par la poursuite d'un rythme ambitieux de réformes et de conditions de financement suffisantes.

**TABLE 1 • Principaux Indicateurs Macroéconomiques**

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Croissance réelle du PIB, prix de marché constants	1,5	-8,6	4,3	2,5	2,3	3,0	3,0
Consommation privée	2,4	-5,1	3,0	4,3	2,2	2,9	3,0
Consommation publique	1,5	-4,1	2,2	-2,2	-0,4	-0,5	-0,5
Formation Brute de Capital Fixe	0,6	-22,4	3,9	4,8	1,8	2,2	2,8
Exportations de Biens et Services	-4,2	-20,0	11,8	5,9	5,0	7,1	4,2
Importations de Biens et Services	-8,4	-16,6	10,9	9,7	3,1	4,7	2,9
Croissance réelle du PIB, prix de facteurs constants	1,6	-8,7	4,5	2,5	2,3	3,0	3,0
Agriculture	5,9	0,4	-2,7	2,0	1,0	3,0	2,0
Industrie	-1,3	-10,1	8,7	1,9	1,5	2,0	2,5
Services	1,8	-9,6	4,1	2,9	2,7	3,3	3,3
Inflation (Indice de Prix à la Consommation)	6,8	5,6	5,7	8,3	10,5	10,0	9,0
Déficit du Compte Courant ( pour cent du PIB)	-8,1	-6,0	-6,0	-8,5	-8,0	-8,4	-7,8
Réserves de changes (\$ bn)	7,1	8,8	8,9	7,9	7,4	6,9	8,2
Réserves de changes (en mois d'importations)	4,5	4,3	3,3	2,9	2,5	2,1	2,3
Déficit Budgétaire ( pour cent du PIB)	-2,9	-8,7	-7,6	-6,6	-4,6	-3,4	-2,9
Déficit primaire ( pour cent du PIB)	-0,3	-5,6	-4,7	-3,4	-1,3	-0,2	0,2
Recettes fiscales ( pour cent du PIB)	26,0	24,8	25,7	28,3	28,3	27,1	26,6
Dépenses budgétaires ( pour cent du PIB)	29,1	34,2	33,3	34,9	32,9	30,5	29,5
Besoins du financement du budget ( pour cent du PIB)	7,9	13,3	10,9	12,5	14,9	14,3	13,5
Dette publique ( pour cent du PIB)	67,8	77,8	79,9	79,3	76,1	72,3	68,7
Paiements d'intérêts (sur dette publique; pour cent du PIB)	2,6	3,1	2,8	3,2	3,2	3,2	3,2

# RÉFORME DES SUBVENTIONS ÉNERGÉTIQUES POUR UNE ECONOMIE DURABLE



PARTIE  
B

**L**a flambée des prix de l'énergie à l'échelle mondiale a mis les subventions énergétiques de la Tunisie sous pression, car la plupart des prix à la consommation des carburants, de l'électricité, du gaz et du gaz de pétrole liquéfié (GPL) continuent d'être inférieurs à leurs coûts. Ce système de subventions est devenu de plus en plus coûteux à supporter pour la Tunisie, compromettant ainsi la viabilité macro-fiscale et le déficit commercial, en particulier lorsque les prix internationaux de l'énergie sont élevés. Le système de subventions a également créé des défis financiers majeurs pour la STIR et la STEG, l'État étant de moins en moins en mesure d'obtenir les ressources nécessaires pour couvrir leurs pertes. Les déficits croissants et l'incapacité à maîtriser les risques liés aux coûts ont réduit la capacité des entreprises publiques à planifier et à investir pour garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique. En affectant négativement, la viabilité financière de la STEG et en maintenant les prix de l'énergie à un niveau artificiellement bas, les subventions compromettent également la transition écologique. La suppression progressive des subventions énergétiques peut contribuer à résoudre la crise macro-fiscale, à améliorer la viabilité financière des entreprises publiques et à stimuler la transition verte. Toutefois, il est primordial de mitiger l'impact de la réforme sur les catégories les plus vulnérables. Une augmentation des tarifs compensée par des transferts cash devrait aider à neutraliser les coûts de transition énergétique pour les ménages à revenus faibles. En outre, accompagner les réformes des subventions de programmes de compensation pour aider les entreprises et les ménages à investir dans l'efficacité énergétique et l'autoproduction peut contribuer à maîtriser la pression inflationniste sur les ménages et les entreprises, à maintenir la compétitivité des entreprises et à soutenir la transition verte. La restructuration financière et la modernisation des entreprises publiques seraient des compléments essentiels aux réformes des subventions pour permettre en particulier aux entreprises publiques du secteur de l'énergie de rétablir leur viabilité financière.

**La flambée des prix de l'énergie à l'échelle mondiale a largement contribué à mettre la pression sur les subventions énergétiques et sur le budget de l'État de Tunisie, car les prix des carburants, de l'électricité, du gaz et du GPL continuent**

**d'être inférieurs à leurs coûts de recouvrement.** Le système de subventions est réglementé par le ministère de l'énergie, de l'industrie et des mines, qui fixe les prix de détail des produits énergétiques. Dans le cas des carburants (diesel et essence), et du GPL la

subvention est absorbée par l'entreprise d'État STIR (Société Tunisienne des Industries de Raffinage), qui détient le monopole de l'importation (du pétrole brut et raffiné), du raffinage et de facto des marchés. Environ 90 pour cent des besoins en pétrole de la Tunisie sont satisfaits directement ou indirectement par les marchés internationaux, sur lesquels la STIR s'approvisionne en produits aux prix du marché international.<sup>4</sup> La STIR vend ensuite les produits, à un prix inférieur aux coûts de revient, aux entreprises publiques et privées, qui les distribuent sur le marché final en appliquant une marge de distribution sur le prix d'achat. Le reste des combustibles provient principalement de joint-venture entre une autre entreprise publique, l'Entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP), et des compagnies pétrolières étrangères.<sup>5</sup> L'électricité et le gaz naturel sont distribués aux consommateurs par le biais du monopole d'une entreprise publique, la Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG). Comme dans le cas des carburants, la STEG absorbe également la subvention, cette fois en vendant les produits aux consommateurs à un prix inférieur au recouvrement des coûts. L'essentiel de l'approvisionnement de ces produits repose sur les importations de gaz qui, dans le cas de l'électricité, représentent 70 pour cent du coût de production (et 97 pour cent du mix électrique). En 2022, les importations représentaient près de deux tiers du gaz consommé au niveau national.

**Les produits énergétiques sont subventionnés à différents degrés en fonction de la politique gouvernementale et des prix internationaux de l'énergie.** Si la composition des subventions énergétiques entre les produits a varié au fil des ans, les produits pétroliers ont généralement représenté la majorité des subventions. En 2021 — dernière année de données disponibles — ils représentaient 63 pour cent du total des subventions, le reste étant alloué à l'électricité et au gaz naturel (figure 21). Malgré leur part dominante, les produits pétroliers (à l'exception du GPL) sont généralement moins subventionnés — en proportion du coût — que l'électricité et le gaz naturel. En 2021, lorsque le prix du Brent était de 70 USD, environ 15 pour cent du prix du carburant était subventionné contre 30 à 40 pour cent pour l'électricité et le gaz naturel. Le GPL à usage domestique est le plus subventionné, à 70 pour cent.

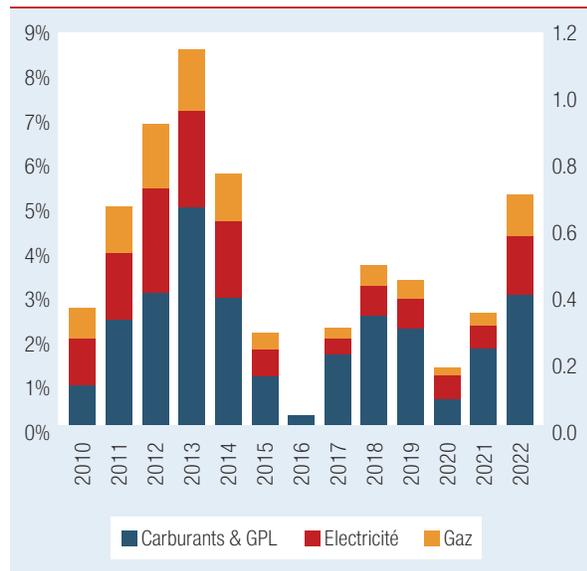
**Ce régime de subventions est devenu de plus en plus coûteux à supporter et à maintenir pour la Tunisie, compromettant la viabilité macro-fiscale et alourdissant le déficit commercial, en particulier lorsque les prix internationaux de l'énergie sont élevés.** Les subventions énergétiques ont constitué une dépense importante dans le budget de la Tunisie, représentant en moyenne 6,4 pour cent des dépenses publiques et 2,14 pour cent du PIB sur la période 2011–21. La récente augmentation des prix mondiaux des produits de base a fait grimper les subventions énergétiques, qui ont représenté en 2022, 5,3 pour cent du PIB et 15 pour cent des dépenses publiques, confirmant la forte corrélation des subventions avec le prix international du pétrole et le taux de change (figure 22) et soulignant la dépendance croissante de la Tunisie vis-à-vis des importations d'énergie. Alors qu'en 2010, seulement 7 pour cent des importations permettaient au pays de répondre à sa demande d'énergie, en 2022, les importations ont représenté 50 pour cent de la demande. Cela se traduit par une facture d'importation d'énergie de 15 milliards de TND, soit 10,3 pour cent du PIB, qui explique la plus grande partie de l'augmentation du déficit du compte courant en 2022 (voir partie A). Alors que le gouvernement tunisien estime que les subventions à l'énergie devraient diminuer de 26 pour cent en 2023 — grâce à des prix internationaux plus favorables et à des ajustements tarifaires — elles représenteraient encore 5,7 milliards de TND (soit 3,5 pour cent du PIB).

**Le système de subventions a créé des défis financiers majeurs pour la STIR et la STEG, l'État étant mis de plus en plus en difficulté pour assurer les ressources nécessaires pour couvrir leurs pertes.** Les fortes fluctuations du prix international du pétrole et la dépréciation du dinar font que les subventions réelles sont bien plus élevées que les sub-

<sup>4</sup> 68 % du carburant consommé en Tunisie en 2022 a été importé directement, 22 % a été importé sous forme de pétrole brut puis raffiné par la STIR, et 10 % a été produit (par ETAP) et raffiné (par la STIR).

<sup>5</sup> Pour les carburants d'origine nationale, la subvention est également absorbée par la STIR qui achète aux compagnies pétrolières en Tunisie aux prix du marché et vend ensuite les carburants et le GPL aux détaillants à des prix inférieurs.

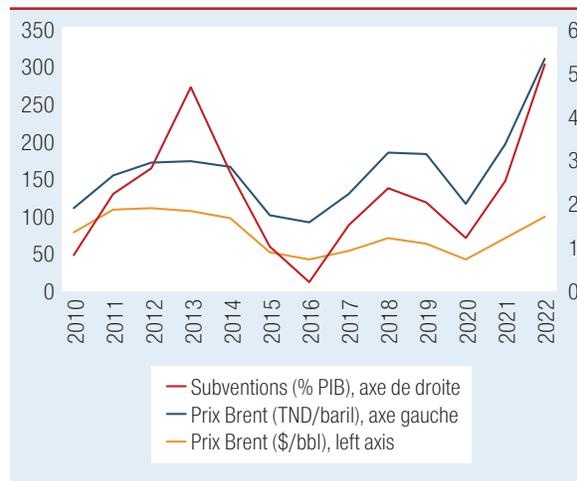
**FIGURE 21** • Evolution des subventions pour les produits énergétiques (pour cent PIB)



Source : Ministère des finances.

ventions budgétisées sur la base des projections initiales du prix du carburant et du taux de change, comme ce fût le cas en 2022. Avec une marge de manœuvre budgétaire de plus en plus étroite, le gouvernement a rencontré depuis plusieurs années des difficultés à combler ces écarts, ce qui a entraîné des déficits financiers et un endettement accru des entreprises publiques absorbant le coût des subventions non versées. La STEG, par exemple, connaît des déficits financiers depuis 2011. En 2021, son déficit comptable s'élevait à 377 millions de TND, mais son déficit réel aurait été plus élevé sans les 2,9 milliards de TND de prêts à court terme et les retards de paiement aux fournisseurs.<sup>6</sup> La figure 23 montre que même avant le choc des prix de 2022, l'endettement avait augmenté de manière significative pour la STEG et la STIR. On s'attend à ce que le déficit financier et la dette augmentent encore plus en 2022 étant donné la flambée du prix international du pétrole. Ces stratégies de couverture des besoins financiers sont coûteuses à la fois pour les entreprises publiques — car les prêts à court terme sont chers — et pour les fournisseurs, dont la trésorerie reste incertaine.

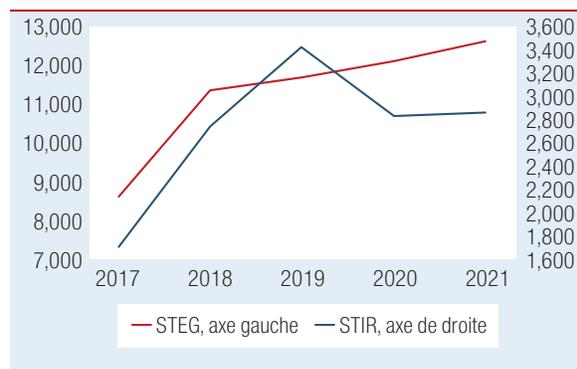
**FIGURE 22** • Les subventions énergétiques sont corrélées au prix du pétrole et au taux de change (prix du pétrole en US\$/baril et TND/baril, subventions en pourcentage du PIB)



Source: Elaboration du staff de la Banque Mondiale à partir des données du ministère des finances et FMI.

**Les déficits grandissants et l'incapacité à contrôler les risques liés aux coûts réduisent la**

**FIGURE 23** • La dette grandissante des entreprises publiques qui absorbent les subventions énergétiques. (TND million)



Source: Ministère des finances.

<sup>6</sup> En août 2022, le ministère des Finances a constaté 3,9 milliards de TND de subventions dues à la STEG pour les années 2016-2021, réduisant ce déficit à 42,7 millions de TND.

**capacité des entreprises publiques à planifier et à investir pour garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique.**

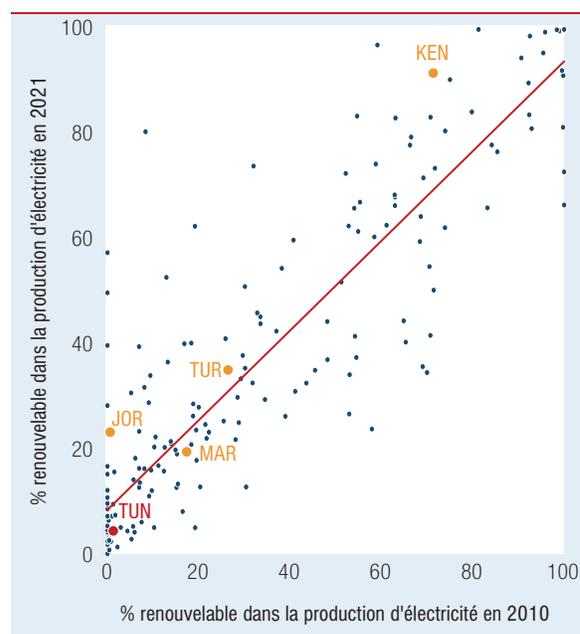
La viabilité financière des entreprises étatiques liées à l'énergie est non seulement fondamentale pour maintenir la viabilité des finances publiques, mais elle est également essentielle pour assurer la viabilité des secteurs. La STEG en est un bon exemple. La profonde crise financière que traverse la STEG en raison de la difficulté de l'État à couvrir les pertes liées aux subventions, y compris les contraintes de liquidité et les risques d'insolvabilité croissants, compromet sa capacité à investir. Cette situation peut à son tour compromettre sa capacité à assurer un approvisionnement fiable du pays en électricité. La consommation d'électricité a augmenté à un rythme élevé, avec une augmentation moyenne de 3 pour cent par an entre 2010 et 2021. La demande de pointe a également augmenté de plus de 4 pour cent par an. Bien que le secteur ait pu répondre raisonnablement à la demande, il est de plus en plus vulnérable aux pénuries d'électricité en raison d'un sous-financement persistant. Selon le gouvernement, une nouvelle capacité de production électrique de 400 à 600 MW devrait être ajoutée tous les deux ans pour répondre aux besoins en électricité prévus. Cependant, la capacité installée n'a augmenté que de 100 MW par an ces dernières années.

**Les risques associés à la viabilité financière de la STEG et le maintien des prix de l'énergie à un niveau artificiellement bas et les subventions nuisent également à la transition verte.** Dans le cas des investissements privés dans les énergies renouvelables, la STEG est à la fois acheteur d'électricité et chargée d'intégrer les énergies renouvelables dans le réseau de transport. Sa crise financière compromet donc sa capacité à acheter de l'électricité à des producteurs indépendants produisant des énergies renouvelables. En outre, les faibles prix de l'électricité associés aux subventions énergétiques réduisent directement les incitations privées à investir dans les énergies renouvelables. En effet, pour les autoproducteurs, les économies réalisées grâce à la production d'énergie renouvelable sont proportionnelles au prix en vigueur. En partie à cause de ces facteurs dissuasifs, la croissance de la production tunisienne en renouvelable est

restée timide. En 2021, la Tunisie faisait partie des pays où la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité était la plus faible, enregistrant très peu de progrès au cours de la dernière décennie, contrairement à des pays aux conditions géoclimatiques similaires comme le Maroc, la Jordanie, la Turquie ou le Kenya (figure 24). Pour des raisons similaires, les faibles prix des carburants ont également étouffé les investissements dans les technologies économes en énergie et respectueuses de l'environnement, notamment dans les secteurs du transport, du bâtiment et de l'industrie, compromettant ainsi la transition verte globale de la Tunisie.

**Les gouvernements successifs ont tenté de réformer le système de subventions énergétiques, mais les réformes ont été incomplètes et les subventions sont persistantes jusqu'à présent.** Par exemple, après la révolution de 2011, le gouvernement tunisien en place dès lors, a suspendu son mécanisme d'ajustement automatique des carburants dans le but de freiner toute nouvelle hausse des prix des

**FIGURE 24 • Le lent développement de la part des énergies renouvelables en Tunisie**  
*(part des énergies renouvelables dans la production d'électricité dans les pays, 2011-21)*



Source: Our World in data.

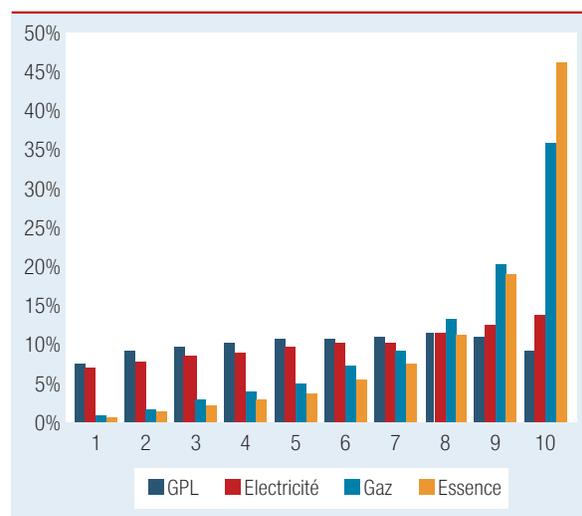
carburants. Par la suite, les prix des carburants n'ont été augmentés qu'occasionnellement jusqu'à ce qu'une nouvelle formule automatique des prix des carburants soit introduite en 2014. Cette formule n'a toutefois pas été pleinement mise en œuvre, et une autre formule a été établie en 2016 pour assurer des ajustements mensuels des prix, mais elle n'a jamais été systématiquement appliquée. Même en 2022, une année marquée par de fortes hausses du prix du pétrole, le gouvernement n'a ajusté les prix des carburants que quatre fois, de sorte que le prix à la consommation a augmenté beaucoup moins que le prix international (voir partie A). Le gouvernement n'a pas mis en place de mécanisme d'ajustement automatique pour l'électricité et le gaz, sauf pour le secteur du ciment, dont les prix ne sont plus subventionnés depuis 2014. Globalement, il y a eu de longues périodes sans ajustement des tarifs (par exemple, entre juin 2019 et mai 2022) malgré les augmentations de coûts. En 2022, le gouvernement a finalement augmenté les prix de l'électricité et du gaz pour les ménages les plus gourmands en consommation d'énergie (au-dessus de 200 kWh pour l'électricité et de 30 m<sup>3</sup> pour le gaz). Ceux-ci couvrent environ 15 pour cent des ménages pour l'électricité et 33 pour cent pour le gaz. Pour les catégories à forte consommation, les subventions ont été considérablement réduites. Le gouvernement a également légèrement augmenté le prix du GPL, qui reste toutefois fortement subventionné.

**La réforme des subventions à l'énergie peut contribuer à résoudre la crise macro-budgétaire, à améliorer la viabilité financière des entreprises d'État et à stimuler la transition verte, mais la réforme doit minimiser les impacts sur les catégories vulnérables.** La suppression progressive des subventions à l'énergie est nécessaire compte tenu des contraintes macroéconomiques strictes de l'économie. Il s'agit d'ailleurs d'une réforme centrale dans le programme que le gouvernement a négocié avec le FMI. La réforme doit cependant être conçue avec prudence car elle pourrait avoir un important impact négatif sur les ménages les plus pauvres. Hormis les subventions aux carburants, qui profitent principalement aux ménages les plus aisés (figure 25), les autres subventions à l'énergie profitent également aux ménages à faibles revenus. Après la

réforme des prix de 2022, les subventions à l'électricité et au gaz profitent principalement aux 80 pour cent les plus pauvres de la population. Les subventions pour le GPL sont réparties de manière à peu près égale dans la distribution des revenus, bien qu'il y ait des fuites vers les utilisateurs commerciaux tels que les taxis et les restaurants. Pour minimiser l'impact de la réforme sur les catégories les plus vulnérables, une combinaison de hausse de tarifs et de distribution de transfert cash pourrait être envisagée. Plus précisément, pour le GPL, des transferts ciblés pourraient compenser les ménages les plus pauvres pour la perte des subventions et les aider à faire la transition vers un système différent – par exemple, le gaz naturel lorsqu'il est disponible. Pour l'électricité et le gaz, une option consiste à maintenir des tarifs plus bas pour les consommateurs les plus modestes (la «tranche sociale»), étant donné la relation étroite entre la consommation d'énergie et le revenu.

**Accompagner les réformes des subventions de programmes visant à aider les entreprises et les ménages à investir dans l'efficacité énergétique et l'autoproduction peut contribuer à maîtriser la**

**FIGURE 25** • Les subventions aux carburants sont principalement captées par les ménages les plus riches (valeur de la subvention par habitant par décile de consommation)



Source: Estimations du personnel de la Banque Mondiale sur la base des données du ministère de l'énergie et l'INS.

**pression inflationniste, à maintenir la compétitivité des entreprises et à soutenir la transition verte.**

Les programmes gouvernementaux visant à stimuler l'autoproduction d'électricité par les ménages pourraient contribuer à absorber les effets de la suppression progressive des subventions à l'électricité. Parmi ces programmes, on peut citer le PROSOL Elec (pour les ménages consommant plus de 1800 kWh/an), le PROSOL Elec économique (entre 1200 et 1800 kWh/an) et social (moins de 1200 kWh/an). De même, les mesures visant à encourager l'efficacité énergétique, telles que la certification des appareils ménagers, l'éclairage avec des lampes LED, l'isolation des toits des bâtiments, pourraient contribuer à absorber l'impact de l'augmentation des prix de l'énergie. Au niveau des entreprises, diverses mesures pourraient contribuer à augmenter l'efficacité énergétique et l'autoproduction, telles que : i) offrir plus de flexibilité et de transparence aux entreprises pour vendre les «excédents d'électricité» au réseau ; ii) simplifier les procédures et les processus d'autorisation pour l'autoproduction ; iii) permettre la création de consortiums d'entreprises pour optimiser les projets d'autoproduction ; iv) établir un régulateur d'électricité indépendant qui puisse jouer le rôle de superviseur (y compris sur la fixation des tarifs) et d'arbitre.

**La restructuration financière et la modernisation des entreprises publiques seraient des compléments essentiels aux réformes des subventions pour permettre aux entreprises publiques du secteur de l'énergie de rétablir leur viabilité financière.** La STEG en est un bon exemple. Sa crise financière actuelle pourrait être résolue grâce à un plan de restructuration financière et de modernisation visant à (i) renforcer la gouvernance interne et externe afin d'appliquer un contrat de performance

et le cadre de responsabilité avec la direction de la STEG ; (ii) recouvrer la sécurité financière en diversifiant les sources de carburant (notamment en développant les énergies renouvelables), en restructurant la dette, en gérant les risques liés au prix du pétrole et aux devises, et en ajustant les tarifs en fonction du recouvrement des coûts ; (iii) réduire les pertes commerciales et de recouvrement (qui persistent à environ 18 pour cent depuis 2017, sous l'effet de la fraude) ; et (iv) améliorer l'efficacité des processus d'entreprise, numériser la gestion des ressources internes et optimiser la gestion des ressources humaines.

**Le développement des énergies renouvelables à grande échelle est essentiel pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles et aux importations, tout en réduisant le coût de production de l'électricité.** Le développement des énergies renouvelables accuse un retard et une lenteur considérables par rapport aux objectifs fixés par le Plan Solaire Tunisien (PST). Ceci est dû à divers problèmes techniques, réglementaires, financiers, économiques et de gouvernance. Plusieurs mesures pourraient aider à résoudre ces goulots d'étranglement, notamment l'amélioration de la transparence et la simplification des procédures liées aux investissements, l'annonce de projets de grande envergure, l'amélioration du partage des risques dans les accords de projet, l'amélioration de la flexibilité du réseau et le renforcement de la capacité des institutions publiques à mener le programme d'énergies renouvelables. En outre, le renforcement de la connectivité régionale avec l'UE, via le projet ELMED en cours de développement, permettra le développement à grande échelle des énergies renouvelables et le commerce d'électricité propre avec l'Europe, contribuera aussi à réduire le coût de l'approvisionnement en électricité dans le pays.





**LA BANQUE MONDIALE**

1818 H Street, NW  
Washington, DC 20433